

# GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 34 -- 28 décembre 2003

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**CHIRAC EN HAUTE COUR**

**IL FAIT LA GUERRE EN AFGHANISTAN**

**L'ARMÉE FRANÇAISE AGIT EN SECRET  
POUR MASSACRER LES AFGHANS  
CHIRAC, T'AS PAS LE DROIT  
FRENCHIES GO HOME**

YAHYA AL' MUKAWAMA

SADDAM PRISONNIER BUSH PAS ENCORE

COULONS HALLIBURTON ET BECHTEL

RENOUVEAU DE LA CHASSE À COURRE EN IRAQ

**LE CHANTAGE JUIF À L'ANTISÉMITISME  
S'ÉMOUSSE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS  
REGAGNONS NOTRE LIBERTÉ D'EXPRESSION**

PENDONS SHARON LE CRIMINEL

**ROLL BACK AMERIKA**

**Ce numéro a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Mondher Sfar, Israël Adam Shamir, Jonathan Cook, Elaine Cassel, Richard Sale, Seymour Hersch, Peter Philipps, Walter Davis, Alain Sorral, François Burgat, Ginette Hess-Skandrani, et beaucoup d'autres...**

"Saddam Hussein was difficult to overthrow, but the Americans will be easier to get rid of."  
Baghdad street opinion

Ben Gurion's doctrine: the destruction of the Palestinian Society in Palestine is a necessary condition for the establishment of the state of Israel on its ruins.

"Fighting them...is a legitimate, patriotic and humanitarian duty and the occupiers have no choice but to leave our country Iraq, the country of Arabs and Islam, as cursed losers...."  
Saddam Hussein, 16 nov.

Al Rawi was not impressed by the intelligence of the CIA personnel, and told the *Guardian*: "snails have more brains." *Intelligence*, No. 429, 20 October 2003, p. 4

The US defence secretary scooped the Plain English Campaign's premier Foot In Mouth trophy for his 62-word attempt to clarify a point to a defence department meeting: "Reports that say that something hasn't happened are always interesting to me, because as we know, there are known knowns; there are things we know we know. We also know there are known unknowns; that is to say we know there are some things we do not know. But there are also unknown unknowns - the ones we don't know we don't know".  
*Guardian*, 2 decembre 2003.

Asked whether the exclusion of those countries from bidding on construction contracts violates international law, Bush said, 'I don't know what you're talking about by "international law." I better consult my lawyer.'

<<http://www.cnn.com/2003/WORLD/meast/12/11/sprj.iq.contracts/index.html>>

## édito

### I CHIRAC: LA FORFAITURE

Le "grand con" fait encore des siennes. Par des bouts de phrases dans les journaux, par des incises dans le compte rendu de la visite de Mme Alliot-Marie, ministre de la Défense, en Afghanistan, on saisit une réalité occultée, soigneusement mis sous le boisseau: des troupes françaises combattent actuellement en Afghanistan. Au nom de quoi ? Mystère. L'Afghanistan nous aurait-il déclaré la guerre ? On le saurait. Nous menace-t-il de ses lance-pierres ? Il ne semble pas. Alors pourquoi des "commandos" français sont-ils en train de pourchasser et de massacrer des Afghans ? La question est trop embarrassante pour être posée.

Pendant qu'il fait le matamore devant les misérables Polonais et autres volontaires pour servir de valets d'armes aux Amères Loques, Chirac, spécialiste du tout et du n'importe quoi, envoie, sans mot dire, l'armée française, supposée être l'instrument de la défense et de la protection du peuple français, dans des aventures coloniales semi-secrètes. La honte, sans doute. Déjà, notre armée quadrille l'Afrique occidentale, se répand au Congo-Zaïre, continue à dominer l'Océan indien occidental, entre Djibouti et Madagascar, sans parler de la Caraïbe et du Pacifique sud. Cet impérialisme au petit pied s'intègre parfaitement dans le grand, celui des cinglés de la Maison blanche. C'est un amiral français qui commande les forces alliées dans le bas de la Mer Rouge, où les Amères Loques ont installé, sur le territoire de Djibouti, une base destinée à surveiller toute la région, y compris les zones réputées "sensibles", du Yémen et de la Somalie, foyers de bouillonnement anti-américain. Le commandant US, lui, pas rassuré, ne quitte pas son navire ancré au large. Les cowboys ont trop les foies pour venir savourer une bière tiède au *Palmier en zinc*.

On ne défend pas la France, que personne ne menace, remarquons-le, en déployant des troupes à 10.000 km de nos côtes. Il est temps d'exiger le retour de tous les soldats français en France. Et la diminution des crédits militaires, qui restent monstrueusement élevés. Et inutiles: s'il faut affronter l'Amérique, ils sont ridiculement inadéquats. S'il faut se défendre, ils n'ont pas besoin d'entretenir des forces d'agression qui "se projettent" comme des coups de poing dans la gueule des autres. C'est un vieux problème. Le seul résultat de notre armement nucléaire, c'est d'avoir disséminé en secret et d'avoir refilé la technique des bombes atomiques aux génocidaires israéliens, qui se sont d'ailleurs exprimés de la partager avec les racistes sud-africains. Joli résultat. Pour le reste, nos bombinettes n'ont jamais fait peur à personne. Nous sommes des jobards, et vaniteux avec ça.

En attendant, la classe politique et les enfoirés de journalistes n'ont pas pu ignorer ces petits bouts de phrases qui font état de la présence de nos spécialistes de la boucherie militaire en terre afghane. Si, après cela, des Afghans, légitimement courroucés par cette agression gratuite, venaient à pratiquer des rétorsions militaires contre la France, à qui en reviendrait la responsabilité: au "grand con" qui fait le clown à l'Elysée.

Pour cette forfaiture caractérisée, qui consiste à faire la guerre sans la déclarer, on en a pendu d'autres à Nuremberg. La Haute Cour n'est pas faite pour les chiens. Elle doit s'emparer du cas de Chirac, qui a trahi ses engagements, et a commis un crime contre la paix. Si elle ne le fait pas, elle ouvre le droit à la justice populaire de se saisir de cette forfaiture et de brancher Chirac à un arbre du parc.

## II Saddam le pion

Nous avons rassemblé divers éléments d'origine américaine qui montrent que Saddam Hussein a longtemps été un pion dans la politique moyen-orientale des USA, un protégé de la CIA et peut-être un agent. C'est surtout l'anticommunisme qui les reliait. On oublie un peu ces choses aujourd'hui, parce qu'un ennemi chasse l'autre et que la mémoire est courte. Mais on devrait se souvenir que l'Iraq était par excellence, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le terrain d'élection du communisme arabe. Fractionné en Egypte, faible en Syrie, absent de beaucoup d'autres pays arabes, le communisme n'est devenu un parti de masse qu'en Iraq. Une certaine industrialisation, la résistance aux Anglais, une présence de l'éducation moderne et laïque expliquent peut-être ce fait. Un grand journal, *Fajr al Jadid*, "L'aube nouvelle", faisait le lien. La prise du pouvoir par Abdul Karim Qasem le 14 juillet 1958 allait déclencher des cascades de massacres. Les ba'assistes se sont distingués dans la chasse aux communistes, comme les partisans de Suharto en Indonésie. Le Tigre et l'Euphrate ont rougi leurs flots: les conflits politiques en Iraq tournent invariablement au massacre. Culture de guerriers, culte de l'honneur et de la vengeance, tout y contribue. Saddam Hussein a été un anticommuniste féroce, ce qui ne pouvait que le mettre dans les petits papiers de la CIA, toujours à la recherche de massacreurs. Voir les récentes révélations à propos de l'Iran et du coup d'Etat de 1953: encore une occasion de massacrer des communistes. "Ceux-là, on ne les regrette pas" disent encore aujourd'hui les officiels concernés.

Inaugurée sous de si sanglants auspices, la carrière de Saddam devait croître et embellir. Avec les Kurdes, à qui le régime ba'assiste avait promis, au début, une large autonomie, le régime allait servir la recette créée par les Anglais en 1925: le bombardement aérien. Faire la guerre dans les montagnes est difficile et donne l'avantage à la guérilla qui se défend; mais bombarder en faisant le blocus est une solution efficace et peu coûteuse. Elle a été rendue d'autant plus meurtrière qu'un lieutenant du vieux Barzani a fait défection: Jalal Talabani aura trahi autant de fois qu'il aura pu. S'il est aujourd'hui du conseil nommé par les Amères Loques à Baghdad, c'est qu'il a trahi tout le monde, Barzani, les Soviétiques, les Iraniens, le régime de Baghdad: plus putassier on ne trouve pas. Il allait finir comme petit roi local de Suleymanié, protégé par les bombardiers américains, et le voilà avec un petit trône à Baghdad. La trahison paie. Il trahira les Américains dès que possible.

Saddam a commis ensuite un crime encore beaucoup plus grand que tous les précédents réunis: il a attaqué son voisin l'Iran, avec lequel toutes les difficiles questions de frontières dans le Chatt el-Arab avaient été finalement réglées, juste avant la révolution islamique. Cette guerre était totalement criminelle et Saddam s'est mis volontairement dans la position de l'avant-garde de l'impérialisme américain et occidental, qui rageait d'avoir perdu sa position dominante grâce à un semi-colonialisme imposé à l'Iran depuis la guerre. Equipé de blindés soviétiques et d'avions occidentaux, Saddam, piètre stratège, a sans doute cru que la guerre allait être courte, que l'armée iranienne, américanisée sous le shah, allait s'effondrer d'un coup. Il se sentait soutenu par les monarchies arabes du pétrole. Mitterrand, pour ne pas paraître le dernier, envoya des avions de l'armée française pour bombarder les côtes et les installations pétrolières iraniennes. Ce sont des pilotes français qui effectuèrent ces actes de guerre caractérisés, mais encore aujourd'hui les autorités françaises le cachent. Chirac a de qui tenir.

Chose extraordinaire, la combinaison des ressources militaires soviétiques, occidentales et des réserves financières du pétrole arabe ne parvint pas à mettre l'Iran à genoux. Fouettés par l'ardeur nationale, le réveil religieux inspiré par l'imam Khomeyni, et le sens du sacrifice sanglant inhérent à la sensibilité shi'ite, les jeunes iraniens se jetèrent,

presque sans armes, au-devant des vagues blindées, les arrêtaient et les firent peu à peu plier. Saddam se sentit perdu, les lignes d'acier reculaient vers l'Iraq. Le déferlement humain des jeunes *bassidj*, attaquant, enveloppés dans leur suaire, atteignit l'ancienne frontière, et la crevait par endroits. C'est alors que, convenablement fourni par les Occidentaux, et en particulier par les Américains, Saddam utilisa les gaz pour arrêter la juste fureur des jeunes Iraniens. Comblant les marais en toute hâte, Saddam faisait et refaisait des lignes *de défense*. Les Américains y mirent des milliards de dollars. Les fronts se stabilisèrent et, finalement, les Iraniens décidèrent de mettre un terme à cette hémorragie. Huit ans de guerre, des millions de morts, des centaines de milliers de blessés et de prisonniers de guerre. L'horreur totale, qui a marqué toutes les populations, en Iraq comme en Iran. Tout le monde a souffert, sauf les Occidentaux et les Israéliens, trop contents de cette aubaine.

C'est pour se refaire la cerise que Saddam, ruiné, envahit le Koweït, partie intégrante de l'Iraq depuis toujours. Erreur politique bientôt suivie d'une erreur militaire. Malgré la remarquable qualité de ses officiers, Saddam s'est montré incapable de manoeuvrer et s'est fait stupidement écraser en 1991. Seule la leçon du Viêt-Nam a empêché les Amères Loques de poursuivre jusqu'à Baghdad. Sans doute aussi, Saddam gardait à leurs yeux des qualités de "défenseur de l'Occident" qu'il fallait conserver pour contenir l'Iran et l'expansion de la révolution islamique. Ces objectifs ont été atteints.

Mais si Saddam, on le voit, est presque toujours entré dans les vues de l'Occident impérialiste, il n'est va pas de même du peuple irakien, qui a déjà payé, à la génération précédente, un prix énorme pour maintenir son existence au travers de la guerre avec l'Iran. Le nationalisme irakien est profond, il vit facilement les passions guerrières, il est totalement indépendant du régime de Saddam et des effets négatifs de la terreur qu'il pratiquait pour se maintenir.

L'arrestation de Saddam, dans les conditions rocambolesques qui devront être éclaircies un jour, ne peut être qu'un apport positif à la résistance. Son absence sera un facteur d'unification et de renforcement. Le déplaisir qu'on a pu éprouver à voir jubiler le demeuré mental qui règne sur la Maison Blanche et ses acolytes sera de très courte durée.

La vérité est celle-ci: les Américains n'ont pas les moyens matériels (on ne parle même pas des moyens politiques) de s'imposer durablement en Iraq. S'ils partent, leur défaite protégera les autres peuples de la région. S'ils restent, leur défaite sera plus grave encore et mettra en cause leur hégémonie partout. Nous souhaitons qu'ils viennent s'enfermer sur l'obstacle irakien; nous souhaitons aujourd'hui qu'ils y restent et qu'ils y crèvent.

Evidemment, Saddam est et reste le chef de l'Etat irakien. Il est mieux élu que l'infime Boubouche. Sa capture est un acte de piraterie. On doit donc réclamer, non pas son procès, qui reste d'ailleurs une éventualité très lointaine, mais sa mise en liberté. L'Iraq existe.

### **III Première manifestation internationale en faveur de la résistance irakienne, Rome 13 décembre 2003.**

Une délégation de la *Gazette du Golfe et des banlieues* a participé à la réunion de Rome. D'autres Français, appartenant à de groupes de droite, étaient annoncés mais ne sont pas venus.

Cette réunion, dont l'idée a été lancée dans des milieux de gauche et d'extrême-gauche italiens, issus de la décomposition du parti communiste, a été l'objet d'attaques violentes pendant plusieurs mois. Un organisateur a pu dire que les attaques venaient à 360 degrés. Les forces politiques et la presse dans leur ensemble ont réprouvé cet appel à manifester un soutien à la résistance, qui était, comme en dit en Italie, "transversal": il était adressé à **toutes** les forces politiques et à **tous** les citoyens qui pensent que l'imposition de la domination américaine, où que ce soit, et par exemple en Italie (107 bases US dont on ne sait rien), est insupportable. Cet appel traversait toutes les frontières politiques et était susceptible de rassembler des gens de droite, du centre et de la gauche sur un principe simple: sous l'oppression, la résistance est légitime. L'Etat italien, dans des conditions encore plus acrobatiques que l'Etat français, se fonde sur la légitimité de la résistance à l'invasion nazie. Dans ces conditions, il est clair que la résistance irakienne doit bénéficier des principes qui fondent nos apparentes démocraties.

Le centre s'est caché la tête dans le sable des cirques romains. La droite s'est étouffée d'indignation à l'idée de trahir la patrie, subrepticement engagée en Iraq par

Berlusconi, valet de chambre à la Maison blanche et au ranch de Bush, où il est préposé au vidage des pots de chambre. Il a envoyé des soldats et des carabinieri en Iraq, sans mandat du peuple, et ce qui devait arriver arriva, à Nassiriya: ils ont fait boum, 19 morts. Les Italiens ont été secoués mais les espoirs de voir la manifestation annulée ont été déçus.

La gauche -- ou les apparences fantomatiques des restes explosés de la gauche -- ont protesté contre la présence, parmi les signataires, de personnes marquées à droit ou stigmatisées par les sionistes comme des "antisémites". On trouvera des traces de ces polémiques dans les pages italiennes de l'aaargh:

<<http://aaargh-international.org/ital/ital.html>>

Lors de la manifestation, les orateurs ont dénoncé les larmes de crocodiles versés sur les "caduti" de Nassiriya. La bannière levée derrière la tribune disait: "Con il popolo iracheno che resiste. Fuori les truppe italiane dall'Iraq" (Avec le peuple irakien qui résiste. Les troupes italiennes hors d'Iraq). Tout le monde a bien compris que cette manifestation est le premier pas vers la reconnaissance internationale de la résistance, et le premier pas extérieur vers sa victoire. Ce n'est pas rien. Des anciens communistes, comme Costanzo Preve, des syndicalistes de la Fiat, des universitaires comme Claudio Moffa, des intellectuels comme Cortese, directeur de la revue *Giano*, des avocats comme Giuseppe Pelasa, ont montré que la "gauche" officielle est en réalité une variante de la droite (*Questa sinistra è la vera destra*). La réunion s'est terminée, sans incident, sur un vibrant appel de Moreno Pasquinelli, le responsable du Campo Antiimperialista de Pérouse, qui a joué un rôle déterminant dans le lancement de l'appel, et dans le succès de la manifestation.

<<http://www.iraqlibero.net>>

La prochaine étape consiste à créer des comités locaux de soutien à la résistance. On attend aussi que d'autres se bougent. Combien de temps faudra-t-il attendre pour que des manifestations de soutien à la résistance (débarassée de l'hypothèque Saddam) s'organisent en France, en Allemagne, aux Etats-Unis ? Les Français sont-ils des poules mouillées ? Des attardés mentaux ? Des chiraquisés ?

28 décembre 2003.

Voir, en pièce jointe: **USA in Bed with Saddam.**

000000000000000000

Saddam est capturé ! La belle affaire ! Un pauvre hère sans personnalité, sans dignité, qui a fonctionné depuis sa prise du pouvoir au moyen de la violence et du crime. On veut nous faire oublier que si ce minable est devenu si puissant par le mal qu'il a fait ce ne serait pas par la volonté de ceux qui aujourd'hui se sont retournés contre lui. Il était pourtant choyé partout dans le monde, admiré et courtisé. Il était l' " ami personnel ". Maintenant, on ne le connaît plus. On veut tout simplement nous faire oublier que ce sont bien eux et personne d'autre qui ont fabriqué ce genre de dictateurs qu'ils ont défendus contre leurs peuples, qu'ils ont soutenus moralement et matériellement, qu'ils ont financés, qu'ils ont armés y compris des armes chimiques et autres joujoux non conventionnels. C'est cette même Amérique qui se targue aujourd'hui d'avoir la tête de Saddam, qui ne l'a pas seulement armé, mais l'a même utilisé pour faire la guerre à l'Iran, de la même manière qu'Israël utilise aujourd'hui les Etats-Unis et ses alliés pour faire la guerre à ses voisins. Hier Saddam était plus qu'un allié, un sous-traitant, l'épée et le canon de l'Amérique. Aujourd'hui, il en est la victime, par là où il a péché.

Saddam a été le vrai pantin, le véritable homme des basses besognes de ses persécuteurs d'aujourd'hui. Il leur a servi de mercenaire, mais aussi de chien de garde de leurs intérêts stratégiques et économiques dans la région. Mais comme tous les chiens de garde, une fois la sale besogne faite, il voulut son salaire, qu'on le dédommagea au moins pour les sacrifices consentis. Là les choses sont devenues plus sérieuses. Si les droits de l'homme c'est " mange et tais-toi ! ", la gratitude coloniale c'est " fais le boulot et tais-toi ! ".

Saddam, exécutant des volontés de ses maîtres coloniaux, a voulu ignorer la gratitude coloniale. Que celui qui se met au service de ses maîtres coloniaux, finira tôt ou tard par en être la victime. Telle est la noble loi de la justice immanente.

Pour autant, une véritable justice nous dira sans doute que des dictateurs ou de leurs commanditaires civilisés et démocrates sont les vrais criminels. Qui est plus coupable l'exécutant ou celui qui l'a armé ? Qui sait si une véritable justice qui ne soit pas celle des puissants, ne libérera pas Saddam parce qu'il n'est manifestement qu'un débile psychopathe, et ne condamnera pas les puissants de ce monde qui l'ont armé et encouragé, en pleine conscience des conséquences de leur geste, pour crime contre l'humanité ?

A bon entendeur, salut !  
Mondher Sfar, 14 décembre 2003

# 1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

AFFAIRES JUIVES

## **The Marxists and the Lobby**

By Israel Shamir

When an author and an editor of a left-wing magazine repeats word-perfect the last speech of Ashcroft at ADL New York, it can't but cause some eyebrow twitching. That is the case with recent condemnation of 'antisemitism' by Nat Weinstein [1] [http://www.socialistviewpoint.org/sum\\_03/sum\\_03\\_08.html](http://www.socialistviewpoint.org/sum_03/sum_03_08.html) on pages of The Socialist Viewpoint, a high-quality magazine consistently supporting democracy in Palestine and end to the Jewish apartheid state.

What is worse, Weinstein's style and rhetoric are those of Ashcroft and of Abe Foxman, as well. Weinstein writes: "Buchanan's insinuations of a Jewish conspiracy in the service of Israel echo a similar claim that lay at the heart of Adolph Hitler's brand of fascism." However, an open Jewish 'conspiracy' of supporting Israel is a hard fact, and it is expressed by almost every Jewish newspaper by slogan 'Jews stand steadfast behind Israel'. This slogan is not an empty word: recent survey shows 86% of the US Jews support Israel. In a recent discussion on the Web, Jeff Blankfort, a consistent antizionist, made a sober conclusion: "the distinction that we are always careful to make between being Jewish and being Zionist is essentially deceptive and that while all Jews are not Zionists, the organized Jewish communities throughout the world, despite whatever differences they may have, are totally behind the Zionist project. To pretend that these organizations do not speak for the overall Jewish community, one, that without any doubt, supports Israel as a Jewish state, is illusory."

Weinstein creates 'guilt by association' as he calls explicit words of Buchanan 'insinuations echoing Adolf Hitler'. However, 'guilt by association' is a double-edged weapon, as he himself echoes Abe Foxman, Ashcroft and Bush. That is why let us deal with the question properly Weinstein writes: "claim that the 'Jewish Lobby'-a small group of pro-Zionist Jews-could dictate foreign or domestic policy to the hard-nosed, quintessentially-pragmatic American capitalist class, is absurd. In fact, those that make such a charge are either simple-minded fools or unmitigated anti-Semitic scoundrels."

It is an arrogant statement, for this opinion is universally shared by billions of people outside of the US, and by many Americans as well, with one correction: the Jewish Lobby is not a 'small group of pro-Zionist Jews' but an extremely powerful group of billionaires, media lords, and their supporters in the left and the right, from the New York Times to the Nation,

from Wolfowitz of Pentagon to Rabbi Lerner of Tikkun. (This subject is covered in *Fiesta of St Fermin*, by Israel Shamir). 'Hard-nosed American capitalists' are indeed "quintessentially-pragmatic", and they understand what is good for them personally. That is why even the dedicated antisemite Henry Ford preferred to scrap his book when he had met with the irresistible force of Jewish boycott. That is why the American parliamentarians are united in their support of Israel, as it was recently confirmed by the Senate vote 89 to 4 against Syria. The Iraqi war was a disaster from the point of view of American capitalism: as it was predicted, it brought them no oil, no weaponry orders, no new friends; but the capitalists are not idealists Weinstein presupposes: they know that their stand against Israel would ruin them personally, and they disregard 'the general interest of capitalist class'.

Indeed, Buchanan and La Rouché (censured by Weinstein) represent the true interests of the American capitalists (or 'the middle class' in usual terms) when they fight the Jewish Lobby. They aren't natural allies for the Left, but not less unlikely than Foxman and Ashcroft. Weinstein tries to adhere the label of racist, Nazi and fascist to La Rouché; but the label does not stick. Instead of expressing his approval, Weinstein is visibly upset that La Rouché is not a racist: "Rather than demonizing African Americans, La Rouché lays claim to the heritage of Martin Luther King and . established a relationship with the Black nationalist Nation of Islam."

Weinstein is hard to please: La Rouché 'uses anti-capitalist and anti-imperialist' slogans, so he's got to be a fascist (!). La Rouché 'does not attack Jews, communists and striking workers', so he is a crypto-fascist. La Rouché 'learned from Trotsky', so he is a perverted fascist.

It reminded me a short piece by Hanoch Levine, our best playwright:

"The Military Governor's Standing Orders for soldiers in Occupied territories:

A nervous pedestrian is a suspected Arab terrorist.

A calm pedestrian is a suspected cold-blooded Arab terrorist.

A looking upwards pedestrian is a suspected religious Arab terrorist.

A looking downwards pedestrian is a suspected shy Arab terrorist.

A pedestrian whose eyes are shut is a suspected sleeping Arab terrorist.

A stay-at-home person is a suspected sick Arab terrorist.

The above-mentioned suspects should be arrested, and after a warning shot, taken to the morgue"

Indeed, Weinstein does not produce a single proof of La Rouché's 'fascism', or his similarity to Hitler and Mussolini. His true objection to La Rouché and Buchanan is based on one thing, namely on their anti-Jewish rhetoric. He comes clear in following lines:

'The fascists will say that it was the Jews who were the masterminds behind American imperialism's 55-year-long role of creating, financing and arming the Zionist state of Israel. That's why those who profess opposition to Zionism are either foolish or anti-Semitic when they charge the so-called "Jewish lobby" with dictating American foreign policy.'

But we, the friends of Palestine, Jeff Blankfort, Michael Neumann, Elias Davidsson, Stan Heller, Norm Finkelstein, David Hirst, Mazin Qumsiyeh and many, many others (surely not racist antisemites) are not more foolish than Weinstein. We are just honest folk and we say what we think is true. For us, it is more important to stop today the Israeli-American aggression in the Middle East than to worry for 'the Jews' and their position tomorrow, for truth and sincerity is the best defence against forthcoming 'fascists'.

Indeed, should the Marxists, including *The Socialist Viewpoint*, support and protect 'the Jews' from the left? The Marxist view of the Jews was formed by Karl Marx, Kautsky, Lenin, Trotsky and Abraham Leon. It is founded on rejection of the concept of 'the Jewish nation'. Lenin said [2]: 'this Zionist idea is absolutely false and essentially reactionary'. He quoted approvingly: "The modern Jew is a product of the unnatural selection to which his forebears were subjected for nearly eighteen centuries." Abram Leon completed this view with his vision of 'people-class'. For him, the Jews were the original capitalists of pre-

capitalist society; people who preferred to fulfil antisocial function of money-lenders and tax-collectors. Naturally, such a 'people-class' does not deserve our support.

But even if Weinstein considers 'the Jews' being a separate nation, it is still no reason to protect them. Lenin called for 'revolutionary war against contra-revolutionary nations' [3], and wrote in 1919: "If we fight [the US President] Wilson, and Wilson turns a small nation into his tool, we should explicitly fight this tool" [4]. Equally, Leon Trotsky denied any connection to the Jews and rejected appeals of the Jews.

Marxists are against RACIST antisemitism, but thankfully this plague is eradicated. Racist antisemitism should not be confused - not only with anti-Zionism, as Weinstein correctly notes, but with non-racist rejection of 'the Jews' elsewhere, as well. The Jewish Question of Marx and of Leon provides an example of such non-racist rejection.

Every Marxist knows of Marx's negative view of the Jews. 'Their God is money', he wrote. Naturally, he was not a racist and believed that a person of Jewish origin (like he was) can break with the Jews. Usually such a break was formalised by baptism; Spinoza's break was formalised by *nidui*, the curse of the Jews, after the philosopher rejected Jewish world-view.

Would Weinstein defend Jews against Marx and Spinoza? But anti-Jewish idiom of Buchanan and La Rouché is equally non-racist. Both have numerous persons of Jewish origin on their staff and among their friends. But these people (like Trotsky, Marx or Spinoza) do not belong to Jewry. Moreover, they speak up against 'the Jews', thus encouraging other people of Jewish origin to break with this remnant of medieval past.

In similar way, Prince of Orleans took a name of Phillip Egalite and rejected his ties with aristocracy. If Weinstein thinks that Foxman, Friedman and Sulzberger made an anti-Jewish approach popular in the US, he should call upon the American Marxists to embrace these policies and lead them in ideological non-racist direction. For otherwise his attempts to protect them will backfire. The Americans will say that Jews from Foxman to Weinstein speak in one voice and then, the dangerous racist antisemitism can come back - on the ruins of the Marxist Left.

Moreover, Weinstein's fight against antisemitism objectively works against the declared goals of the Left. The US Jews made their covenant with the American ruling class. They are an integral part of the American elite, the Brahmins to the WASP Kshatriya warrior caste. The Left, and in particular the Marxist Left, strives to overthrow the ruling classes and create the society of equality. There is no way to achieve it without a concerted anti-Jewish effort. If the Brahmins will be separated from the Kshatriya, Jews from the WASPs, the dawn of equality will draw closer. 'Sow discord among your enemies', - this is the first rule in the Chinese manual, *The Art of War*. Instead of proclaiming unity of the Jews with the rest of the ruling classes, the Left should promote strife among them. The sad developments in Palestine, the quagmire of the Iraqi War provide an opportunity for the Left. From this point of view, Lyndon La Rouché the Democrat and Buchanan the Republican should be supported in their fight against the Jewish Lobby.

[1] July/August 2003 . Vol 3, No. 7 . Zionism, Anti-Semitism and Fascism By Nat Weinstein

[2] in his polemics with the Bund

[3] Collapse of the II International (1915)

[4] Speech at 8th congress of the Russian Communist Party.

20 Novembre 2003.

<<http://www.israelshamir.net/english/the%20marxists.shtml>>

Abraham Léon: his book is available in both its original French (with a foreword by Maxime Rodinson), and in English on the site:

<<http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>>

Voir sur le site de Shamir les réponses à cet articles, en particulier de Stephen Sniegowski, et les réactions de notre ami Shamir.

Discussion sur la liste <[shamireaders@yahoogroups.com](mailto:shamireaders@yahoogroups.com)>

00000000000000000000



## APPEL

Cet appel ouvrant la perspective d'une conférence internationale pour le " droit au retour des Palestiniens" a été lancé lors d'une réunion internationale de syndicalistes réunis à Genève le 15 Juin dernier en défense des conventions de l'Organisation Internationale du Travail.

Nous en sommes à 2500 signatures (France, Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Palestine, Jordanie, Liban, Belgique, Suisse, Canada ainsi que le cinéaste israélien Eyal Sivan) .

C'est pourquoi je demande aux destinataires de ce message qui sont d'accord pour y apporter leur signature de bien vouloir m'adresser celle-ci à l'adresse <j-p.barrois@wanadoo.fr>.

### **Pour le droit au retour des réfugiés palestiniens**

Nous soussignés, déclarons :

Dans la situation difficile créée pour tous les peuples du monde par la guerre en Irak, nous réaffirmons qu'aucune solution ne saurait être porteuse de paix et de justice sans respecter les droits démocratiques du peuple palestinien, au premier rang d'entre eux le droit au retour. Les droits sont les mêmes pour tous. Le travailleur palestinien n'a-t-il pas le droit, comme tous les travailleurs, de bénéficier des Conventions de l'OIT codifiant les droits ouvriers et les libertés syndicales ?

Dans la diversité de nos opinions, nous affirmons ensemble que la démocratie exige que soit respecté le droit au retour pour tous les Palestiniens. Sans démocratie, il ne saurait y avoir de paix durable. Comme tous les peuples du monde, le peuple palestinien a le droit à la terre, à la paix et à la liberté.

Sur la base de cette déclaration, nous proposons de travailler ensemble à la tenue d'une Conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés palestiniens chez eux, dans leurs villages.

Pour s'associer à cet appel, contacter <j-p.barrois@wanadoo.fr>

### RALLIEMENT DU FATAH À L'ETAT UNIQUE

#### **Nouvelle position du Fatah en faveur de la solution à un seul Etat (binationale)**

[Texte traduit de l'anglais et diffusé par BADIL: <<http://www.badil.org>> Cette déclaration du Fatah a été publiée le 1er décembre 2003.

Préconisant la création d'un Etat unique, au lieu de la solution bi-étatique retenue jusqu'ici par le processus d'Oslo et l'initiative de Genève), elle traduit l'apparition d'une nouvelle tendance au sein de l'OLP.]

#### **Message à notre Peuple en lutte, en Palestine et dans l'exil**

Des initiatives et des propositions de résolution du conflit arabo-israélien apparaissent de temps à autre. Qu'elles soient israéliennes, israélo-palestiniennes, moyen-orientales ou internationales, ces propositions sont fondées sur l'hypothèse que la question des réfugiés palestiniens serait susceptible d'être solutionnée dans le cadre d'un Etat palestinien à créer.

Plus préoccupant encore est le fait que le régime palestinien actuel a ouvert la porte à de telles initiatives sans disposer au préalable d'une stratégie qui soit compatible avec les aspirations de notre peuple ! Le régime a encouragé ces initiatives, auxquelles il a participé, en justifiant sa prise de position au motif qu'il s'agirait de la recherche d'une avancée permettant de sortir du blocage actuel, conjointement aux Israéliens et à la communauté internationale. Oublieux du tort porté à l'unité du peuple palestinien, ce régime est partagé entre des gens qui initient ce genre d'initiatives et les gèrent, et d'autres, qui les rejettent. Cette situation pousse le peuple palestinien vers un conflit interne qui risquerait de dégénérer en "guerre civile", à seule fin de préserver les intérêts de l'élite palestinienne aujourd'hui en charge des affaires. Cette élite -- guidée par son seul intérêt égoïste -- menace l'unité du peuple palestinien et sa résistance, et tout

particulièrement **le droit au retour des réfugiés palestiniens, qui est le noyau de la question palestinienne.**

Soucieux d'aboutir à une position palestinienne unifiée, correspondant au consensus national, nous affirmons ce qui suit :

1°) Considérant que le droit au retour représente la pierre angulaire du consensus palestinien, l'objectif central de son combat, le mobile de sa révolution actuelle et le rêve des deux tiers des Palestiniens, nous rejetons énergiquement toutes les initiatives, les agréments et les ententes, qu'ils soient formels ou informels -- notamment les pourparlers Beilin-Abu Mazen, Nusseibeh-Ayalon, et l'accord dit "de Genève" -- qui remettent en cause ce droit sacré. Nous voyons dans de telles initiatives et accords une tendance dangereuse à transformer le consensus national en un enjeu de négociations ;

2°) Nous ne tenons pas pour responsables les seules personnes qui ont pris part à ces initiatives. Nous tenons pour responsable, aussi, le régime palestinien, qui joue avec le sort de notre peuple et contribue au tort porté à ses aspirations. Au cours des trois mois écoulés, ce régime a été entièrement absorbé par des conflits internes mesquins autour de la formation d'un gouvernement, et il s'est désintéressé des problèmes de notre peuple et des questions décisives. Le régime, qui a placé les personnes les plus corrompues qui soient aux postes de responsabilité, dans les ministères et dans les administrations civiles et de sécurité, a continué à jouer avec l'unité de notre peuple et avec le consensus national -- consensus national dont la pierre angulaire est le droit au retour des réfugiés --, en y portant atteinte d'une manière absolument sans précédent et, cela, à seule fin de maintenir la souveraineté palestinienne sur quelques mètres carrés de territoire.

3°) Nous rappelons à ceux qui jouent à la roulette russe le sort de notre peuple qu'un Etat palestinien indépendant, établi dans les seuls territoires occupés en 1967, n'est pas constitutif du consensus stratégique palestinien : il ne s'agit que d'un programme de transition, adopté par l'OLP lors d'un congrès du Conseil National Palestinien, en 1974. Le droit au retour est un élément fondamental de la Charte Nationale Palestinienne et il est la raison première du déclenchement de la Révolution palestinienne. S'il était besoin d'une quelconque manoeuvre tactique, c'est l'Etat palestinien qui devrait être utilisé comme monnaie d'échange dans des tractations, afin d'arracher le droit au retour des réfugiés. L'Etat palestinien n'est plus une priorité. Il n'est pas non plus dans l'intérêt du peuple palestinien. **Il est devenu un atout pour la sécurité d'Israël**, et il se trouve qu'elle sert aussi, de manière incidente, les intérêts de certains membres du régime palestinien actuel, qui ne voient en lui qu'un moyen d'accroître **leurs propres profits immédiats**. C'est donc bien sacrifier l'Etat palestinien à l'obtention effective du retour des réfugiés qui servirait la stratégie palestinienne globale, alors que sacrifier le droit au retour des réfugiés afin de monnayer un pseudo-Etat à la souveraineté limitée (comme actuellement) revient à sacrifier les droits, les rêves et les aspirations de notre peuple.

4°) Nous pensons que nous pouvons parvenir à une paix globale et juste, une paix dans laquelle cette terre accueillera les deux peuples au sein d'un Etat démocratique et laïque, une paix qui reconnaîtra les droits et les devoirs tant des Palestiniens que des Israéliens, une paix qui abattra les frontières, les murailles et les barrages militaires, une paix non pas basée sur des déplacements de population et la partition de villes et villages, mais bien sûr le retour des réfugiés palestiniens, une paix dans laquelle tout le monde gagnerait et personne ne passerait de marchés douteux. Une paix, enfin, dans laquelle les deux parties soient gagnantes, et dans laquelle personne ne soit perdant.

5°) Afin de maintenir l'unité de notre peuple, de construire des institutions palestiniennes démocratiques et de permettre à tout le monde d'exercer son droit à apporter sa contribution et à participer à la construction d'une société civile et à la détermination [démocratique] d'une politique [nationale], nous appelons à des élections démocratiques, dans la transparence, à tous les niveaux, à commencer par le Comité Central du Fatah, en passant par les conseils municipaux, le Conseil Législatif palestinien, la Présidence et le Conseil National palestinien. L'objectif de ces élections : remettre en ordre la maison palestinienne, la prémunir contre la corruption administrative, financière et politique actuelle, et mettre un frein à l'engrenage du délitement et de la division.

Sur la base des idées que nous venons d'exposer, et sans hésitation, nous allons lancer une campagne populaire, en Palestine et dans la diaspora palestinienne, sous le titre : "Le Retour d'abord, et la Paix pour (nos) Deux Nations, dans Un Seul Etat".

C'est seulement avec ce mot d'ordre que nous serons fidèles aux rêves et aux aspirations de notre peuple. Et aussi au sang de nos martyrs. Nous adopterons une

approche plus réaliste, afin de parvenir à une paix globale et juste, qui n'imposera aucun compromis douloureux à quiconque. Une solution au conflit qui ignorerait les intérêts des deux tiers du peuple palestinien ne saurait être considérée comme autre chose qu'un simple cessez-le-feu entre deux protagonistes.

Unis. Ensemble. Jusqu'à la réalisation du Retour, de la Libération et de la Paix.

Fatah - OLP, 01.12.2003

## 2 - Guantanamo ou le déni du droit

MONSTRUEUX

### **Guantanamo "Monstrous Failure" of US Justice**

One of the most senior members of the Law Lords, the highest judicial authority in the United Kingdom, has described the US military tribunal established to examine the cases of the non- US detainees held at Guantanamo Bay as a "kangaroo court" which implied a "pre-ordained arbitrary rush to judgement by an irregular tribunal which makes a mockery of justice."

In what has been described as a "scathing attack" on the US government for its treatment of detainees in the Cuban-based prison camp -- described by the International Red Cross as an "interrogation rather than a detention center" -- Lord Steyn called on the British government to "make plain, publicly and unambiguously, our condemnation of the utter lawlessness" at Guantanamo Bay. Coming from any other source, such criticism would have been dismissed simply as anti-American rhetoric "from the usual left-wing groups", but this was a senior member of the British judiciary, delivering the F.A. Mann Lecture at Lincoln's Inn, central London, on 25 November.

Talk (html):

<http://www.statewatch.org/news/2003/nov/17guantanamo.htm>

Talk (pdf version):

<http://www.statewatch.org/news/2003/nov/guantanamo.pdf>

*Intelligence*, N° 432, 15 December 2003, p. 11.

1391 ÂMES

### **Dans la prison secrète d'Israël**

par Jonathan Cook

A Jérusalem, un théâtre de rue reconstitue une scène de torture pendant un interrogatoire

L'établissement 1391 : c'est ainsi que l'on appelle cette forteresse de béton plantée sur une colline dominant un kiboutz, dans le centre d'Israël, presque entièrement cachée par des murs élevés et des sapins. Deux tours de guet permettent aux gardes de surveiller les vastes étendues de champs environnants.

De l'extérieur, les bâtiments ressemblent aux dizaines de postes de police, dits Taggart, que les Britanniques ont construits dans les années 1930 à travers la Palestine mandataire. Beaucoup ont été reconvertis en bases militaires, qu'indiquent des panneaux comportant un simple numéro.

Pourtant, l'établissement 1391, proche de la Ligne verte, la frontière d'avant 1967 entre Israël et la Cisjordanie, est différent. Il ne figure pas sur les cartes, il a été effacé des photographies aériennes et le panneau qui indiquait son numéro a été récemment enlevé. Les censeurs ont retranché des médias israéliens toute mention de sa situation géographique au nom du secret qui, selon le gouvernement, est essentiel pour " empêcher qu'il soit porté atteinte à la sécurité du pays ". D'après certains avocats, les journalistes étrangers qui divulgueraient l'information risquent de se faire expulser du pays.

Malgré les efforts acharnés du gouvernement pour imposer un black-out, les faits horribles dont ce lieu a été la scène pendant plus d'une décennie commencent à faire surface. Un journal hébreu a qualifié l'établissement 1391 de " Guantanamo d'Israël ", en référence à la prison américaine de Camp X-Ray, dans l'enclave américaine de Cuba, où sont détenus les prisonniers talibans et membres d'Al-Qaida.

En octobre 2003, une commission d'experts juridiques internationaux dirigée par M. Richard Goldstone, juge auprès de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et ancien procureur général du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, a qualifié Camp X-Ray de " trou noir " dans lequel les détenus disparaissent et sont dépouillés de leurs droits les plus fondamentaux aux termes des conventions de Genève. " Les Etats ne peuvent pas maintenir les détenus, dont ils sont responsables, hors de la juridiction de tous les tribunaux internationaux ", ajoutaient ces experts dans leur rapport.

Ce qui se passe entre les murs de l'établissement 1391 représente une violation du droit international bien plus flagrante encore. Contrairement à Camp X-Ray, la situation géographique de la prison militaire israélienne n'est pas connue publiquement et on ne dispose même pas de photographies de prisonniers prises à distance, comme celles que nous connaissons à Guantanamo Bay. Contrairement, encore, à la prison américaine, l'établissement 1391 n'a jamais fait l'objet d'une inspection indépendante, pas même par la Croix-Rouge. Ce qui se passe là-bas relève essentiellement du mystère insondable.

Si le juge Goldstone a pu déclarer que " 662 personnes privées de tout accès à une procédure régulière " étaient détenues à Camp X-Ray, personne en Israël, hormis une poignée de hauts responsables du gouvernement et de la sécurité, ne sait combien de personnes sont incarcérées dans l'établissement 1391. Des témoignages d'anciens détenus laissent entendre qu'il est bondé de prisonniers, dont de nombreux Libanais capturés pendant les dix-huit ans d'occupation israélienne du Sud du pays du Cèdre.

Quatre mois après les premières révélations sur l'existence de cette prison secrète, il reste à la justice israélienne à faire en sorte que le gouvernement livre à son sujet des informations substantielles. " Quiconque entre dans cette prison est littéralement susceptible de disparaître -potentiellement pour toujours, affirme Leah Tsemel, une avocate israélienne spécialisée dans la défense des Palestiniens. Elle n'a rien à envier aux geôles des dictateurs d'Amérique du Sud. "

Les rares informations ayant pu être recueillies suggèrent que les méthodes d'interrogatoire faisant appel à la torture sont monnaie courante. M. Mustafa Dirani, chef de la sécurité de la milice chiite libanaise Amal aujourd'hui défunte, dont Israël a récemment reconnu qu'il avait été incarcéré à l'établissement 1391 après avoir été enlevé au Liban par des agents israéliens en 1994, a affirmé avoir été violé par ses interrogateurs.

Les premières lueurs à percer la chape du secret qui recouvre la prison sont venues de Mme Tsemel, en 2002, à la suite de la réoccupation par l'armée israélienne des villes de Cisjordanie, dans le cadre de l'Opération Rempart d'avril 2002. Jusque là, semble-t-il, l'établissement a servi exclusivement à des prisonniers étrangers, avant tout Jordaniens, Libanais, Syriens, Egyptiens et Iraniens. Combien sont-ils ? On ne sait pas. Le Comité des amis des prisonniers de Nazareth affirme que quinze ressortissants étrangers arabes sont " portés disparus " du système pénitentiaire israélien.

A cela s'ajoutent de nombreux cas d'enlèvement, surtout au Liban, dont on présume qu'ils sont le fait d'Israël. Quatre responsables gouvernementaux iraniens qui ont disparu à Beyrouth en 1982 n'ont jamais été retrouvés. Lors de récentes négociations dans le cadre d'échanges de prisonniers entre Israël et la milice libanaise du Hezbollah, leurs familles ont demandé des informations à leur sujet à l'Etat hébreu.

Après les arrestations de masse en avril 2002, qui ont amené les établissements de détention israéliens à un point de surpeuplement critique, des Palestiniens ont également été envoyés à l'établissement 1391. Pendant ce temps, la " disparition " de ces détenus a été noyée dans le chaos général qui a suivi les raids de l'armée. En octobre 2002, toutefois, Mme Leah Tsemel et une organisation israélienne de défense des droits de l'homme, Hamoked, ont saisi la justice pour obtenir des informations. Les ordres d'habeas

corpus qui ont été présentés demandaient que les Palestiniens disparus comparaissent afin de prouver qu'ils étaient en vie.

Acculées, les autorités israéliennes ont admis que les disparus étaient détenus dans un lieu secret, sans donner plus de détails. Toutes les demandes d'information ont été transmises à M. Madi Harb, le chef de l'unité antiterroriste de la prison de Kishon, près de Haïfa.

A la suite de ces requêtes, Israël a précisé que seule une poignée de Palestiniens avaient été incarcérés dans l'établissement 1391, bien que de nombreux autres aient affirmé y avoir séjourné, comme le dirigeant du Fatah Marwan Barghouti, dont le procès se déroule actuellement en Israël. Selon les autorités, tous ces prisonniers ont été transférés depuis des prisons normales.

Un seul d'entre eux, M. Bashar Jadallah, un homme d'affaires de Naplouse âgé de 50 ans, a été relâché. Il avait été arrêté avec son cousin de 23 ans, M. Mohammed Jadallah, au pont d'Allenby entre la Jordanie et Israël, le 22 novembre 2002. Dans une déclaration faite sous serment, M. Mohammed Jadallah a rapporté qu'on lui avait arraché l'aveu de son appartenance au Hamas sous la torture.

Contrairement à la plupart des autres détenus, M. Bashar Jadallah affirme qu'il n'a pas été battu ni physiquement torturé, peut-être en raison de son âge. Mais il a passé des mois dans un isolement presque total, sans jamais voir ses ravisseurs, qui le terrorisaient. Sa cellule minuscule, de 2 mètres sur 2, sans fenêtre et peinte en noir, était faiblement éclairée par une ampoule allumée en permanence. On lui a refusé de prendre contact avec un avocat et de voir d'autres détenus. Lorsqu'il demandait où il se trouvait à ses interrogateurs, on lui répondait qu'il était " sur la Lune ".

On lui a interdit de voir quoi que ce soit à l'extérieur de sa cellule. " Avant de me faire sortir, ils me faisaient mettre de grosses lunettes noircies qui me recouvraient entièrement les yeux, dit-il. Je devais les porter quand ils m'emmenaient dans une autre pièce, comme la salle des interrogatoires ou l'infirmerie. Je ne pouvais les enlever qu'une fois rentré dans ma cellule. "

Technique d'interrogatoire pratiquée en Israël et interdite par une décision de justice. Des prisonniers sont morts par suffocation

Hamoked va verser au dossier l'avis d'un spécialiste, le Dr Yehuakim Stein, un psychiatre de Jérusalem, sur les effets de la détention dans de telles conditions. Selon lui, la manière dont M. Jadallah et les autres Palestiniens ayant témoigné sous serment ont été traités représente une forme de torture mentale qui provoque ce qu'il appelle le " syndrome de DDD " (dread, dependency and debility : terreur, dépendance et infirmité).

Le manque de nourriture, de sommeil, de mouvement et de stimulation mentale, explique-t-il, conjugué à l'absence de tout contact humain, que ce soit avec un avocat, avec des proches, avec d'autres détenus ou avec des gardiens, vise à affaiblir la résistance des prisonniers face aux interrogatoires et à les réduire à un état de dépendance totale vis-à-vis de leurs interrogateurs. Si l'on ajoute à cela la souffrance physique provoquée par les actes de torture, ou les menaces de torture, la peur d'être tué et le sentiment d'être oublié de tous à jamais, les détenus se consomment de ce que le Dr Stein appelle une " terreur " psychologiquement préjudiciable.

" Le fait de ne pas savoir où j'étais ni même de voir le visage des gardiens me faisait extrêmement peur, rapporte M. Bashar Jadallah. Le pire était le sentiment que je pouvais disparaître et que ma famille ne saurait jamais ce qui m'était arrivé. "

La description de M. Bashar Jadallah de son isolement et de ses conditions de vie correspond à celle faite par d'autres détenus, dont les témoignages ont été rassemblés par Mme Tsemel et Hamoked. Ils évoquent les matelas humides, à l'odeur fétide, sur lesquels ils dormaient, les seaux rarement vidés qui leur servaient de toilettes et l'unique robinet d'eau dans la cellule, sous le contrôle de gardiens invisibles. Des bruits violents les empêchaient de dormir et la climatisation pouvait les faire trembler de froid.

Les témoignages écrits évoquent des actes de torture, une pratique qui a été bannie par la Cour suprême israélienne en 1999. Mme Hannah Friedman, directrice du Comité public contre la torture, rapporte que son organisation a constaté une augmentation constante des cas de torture dans les prisons israéliennes depuis le début de la dernière Intifada.

Selon une étude récente, 58 % des détenus palestiniens seraient soumis à des actes de violence déclarée, comme se faire battre, recevoir des coups de pied, être violemment secoué, forcé à se mettre dans des positions douloureuses ou porter des menottes trop serrées.

Ces pratiques, et d'autres pires, semblent être monnaie courante dans l'établissement 1391. M. Mohammed Jadallah rapporte dans son témoignage écrit qu'il a été battu de manière répétée, que ses chaînes ont été resserrées, qu'il a été attaché à une chaise dans des positions douloureuses et qu'on ne lui a pas permis d'aller aux toilettes. On l'a empêché de dormir en l'aspergeant d'eau quand il s'assoupissait. Ses interrogateurs lui ont montré des photos de plusieurs de ses proches en menaçant de leur faire du mal. " Ils m'ont apporté une photo de mon père en tenue de prisonnier, et m'ont fait entendre une cassette où il parlait en tant que détenu. Ils ont menacé de l'incarcérer et de le torturer. "

Et pourtant, ces prisonniers ont probablement connu un sort meilleur que leurs codétenus incarcérés à long terme à l'établissement 1391, les ressortissants étrangers. Les Palestiniens qui sont passés par cette prison secrète sont restés sous l'autorité des services de la sécurité générale, le Shin Bet, responsable des interrogatoires dans les centres de détention israéliens réguliers. Les étrangers de l'établissement 1391, quant à eux, relèvent d'une branche spéciale du renseignement militaire, l'Unité 504. Le traitement qui leur est réservé a été révélé par des documents soumis à la justice dans le cadre du procès de M. Mustafa Dirani.

Ce dernier a été enlevé à son domicile au Liban, en mai 1994, alors que les services de renseignements israéliens tentaient de savoir où se trouvait un pilote, M. Ron Arad, dont l'avion s'est écrasé dans le Sud du Liban en 1986. M. Dirani a détenu M. Arad pendant deux ans avant, semble-t-il, de le " vendre " à l'Iran.

Transféré l'an dernier à la prison d'Ashmoret, près de Netanya, M. Dirani a passé huit ans dans l'établissement 1391, avec un autre détenu célèbre, Sheikh Abdel Karim Obeid, du Hezbollah.

Pendant les premiers mois de sa captivité, alors que les Israéliens escomptaient obtenir de lui des renseignements sur M. Arad, il a été torturé par un interrogateur haut placé de l'armée, connu uniquement sous le nom de " Major George ". Bien que la torture fût légale à l'époque en Israël, M. Dirani a porté plainte contre l'Etat hébreu et le Major George pour deux cas de violence sexuelle. Dans l'un, George aurait ordonné à un soldat de violer M. Dirani, et dans l'autre, il lui aurait introduit un bâton dans le rectum.

Les accusations portées par M. Dirani ont été corroborées par les témoignages de soldats ayant servi dans la prison. TN, un interrogateur, déclare : " Je sais qu'il était courant de menacer d'introduire un bâton, l'intention étant de l'introduire si le sujet ne parlait pas. " La pétition en défense de George, qui a été signée par 60 officiers, ne nie pas l'usage de ces pratiques, mais estime seulement qu'il est injuste de s'en prendre à George pour avoir employé des méthodes couramment utilisées dans la prison. George a lui-même admis qu'il était pratique courante que les détenus soient nus pendant les interrogatoires.

Certains Palestiniens ont été détenus durant des années sans aucune inculpation

M. Jihad Shuman, un Britannique qu'Israël a accusé d'appartenir au Hezbollah après son arrestation à Jérusalem en janvier 2001, a été détenu trois nuits à l'établissement 1391. Il rapporte avoir été violemment battu par des soldats : " Ils m'ont enlevé le bandeau des yeux. J'ai vu quinze soldats armés, certains munis de matraques, qui m'entouraient. Certains m'ont battu, poussé et frappé par derrière. " Peu après, il était interrogé par un homme portant un uniforme militaire, qui lui a dit : " Vous devez avouer, sinon vous êtes fini et personne ne saura ce qui vous est arrivé. Les aveux ou la mort. "

Les effets de ces pratiques sur l'état émotionnel et psychologique des détenus ne sont pas difficiles à imaginer. Un parent de M. Mustafa Dirani, M. Ghassan Dirani, qui a été capturé en même temps que lui et détenu à la prison 1391 pendant un temps, a été atteint par la suite de schizophrénie catatonique.

Si l'Etat d'Israël a confirmé à la justice que l'établissement 1391 était une prison secrète, il est loin d'être sûr que ce soit la seule dans le pays selon des documents récents découverts par des groupes de défense des droits de l'homme. Parmi ceux qui ont été soumis à Hamoked par l'armée israélienne, certains concernent M. Moussa Azzain, un militant du Hezbollah âgé de 35 ans, incarcéré en août 1992 dans la tristement célèbre prison de Khiam, dans le Sud du Liban.

Selon des responsables israéliens, il a été transféré par la suite à l'établissement Barak, nom selon Hamoked d'une autre prison secrète en Israël. M. Azzain rapporte qu'on l'a emmené dans une prison secrète que les détenus appellent Sarafend, un nom souvent cité par les prisonniers libanais. Sarafend est le nom anglais d'une base militaire qui s'appelle aujourd'hui Tzrifin, à la périphérie de Tel-Aviv.

Avant que le gouvernement n'impose un black-out sur toute information, l'établissement 1391 a été parfois désigné sous le nom du kibboutz voisin. Ce nom n'est ni

Barak ni Safafend, ce qui a amené Hamoked à penser que la prison où Azzain avait été détenu pourrait ne pas être l'établissement 1391. La directrice de l'association, Mme Dalia Kerstein, a observé que, lorsqu'Azzain fut autorisé à rencontrer un avocat, on l'emmena à Haïfa, au Nord d'Israël. En revanche, M. Dirani et le dirigeant du Hezbollah Sheikh Abdel Karim Obeid, connus tous deux pour avoir été emprisonnés dans l'établissement 1391, étaient toujours conduits à Tel-Aviv. On peut en déduire qu'Azzain se trouvait dans une prison secrète proche de Haïfa.

Plusieurs détenus ayant séjourné dans une prison secrète ont affirmé qu'ils entendaient le bruit des vagues. Or l'établissement 1391 se trouve à bonne distance de la mer. D'autres ont rapporté qu'ils entendaient des avions décoller ou des bruits de fusillade, pouvant provenir d'un champ de tir militaire. Etant donné qu'il existe près de 70 bâtiments Taggart -des postes de police fortifiés construits pendant le mandat britannique-, plusieurs d'entre eux pourraient servir de prisons secrètes sans éveiller de soupçons.

Un autre bâtiment Taggart à Gedera, au Sud de Tel-Aviv, aurait été ainsi utilisé jusqu'à ce que les opérations soient, semble-t-il, transférées à l'établissement 1391 dans les années 1970. Il se peut qu'il y ait eu d'autres cas semblables. Selon un ancien responsable de la Croix-Rouge dont la tâche était de retrouver les prisonniers pendant la première Intifada, de 1987 à 1993, l'organisation humanitaire a appris au début des années 1990 qu'Israël avait incarcéré secrètement des Palestiniens dans un bâtiment d'un centre de détention militaire près de Naplouse, connu sous le nom de Farah.

Mme Kerstein soupçonne l'Etat hébreu de posséder plusieurs prisons secrètes qu'il ouvre et ferme en fonction de ses besoins. Pendant le temps fort de l'occupation du Liban, plusieurs d'entre elles pourraient avoir été en fonctionnement. L'excès de prisonniers palestiniens en 2002 peut avoir amené les autorités à activer d'autres prisons secrètes. Mme Kerstein redoute aussi que l'Etat hébreu sous-traite les services de ces établissements secrets pour d'autres pays, en particulier les Etats-Unis depuis leur invasion de l'Irak. Selon la Croix-Rouge, aucun Irakien n'est détenu au Camp X-Ray. Etant donné le chaos qui règne en Irak, il est quasiment impossible de savoir qui a été arrêté et où sont détenus les prisonniers.

Les preuves existent, aux dires de sources diplomatiques, que les Etats-Unis interrogent les prisonniers en Jordanie de manière à tourner le droit international tout en échappant au regard de la Croix-Rouge, qui a accès à Camp X-Ray. L'Egypte, le Maroc et le Pakistan pourraient également leur prêter main forte.

" Il serait pour le moins étonnant qu'Israël, l'allié le plus fidèle des Etats-Unis, dont nous savons qu'il détient au moins une prison secrète, n'offre pas ses services aux Américains, affirme Mme Kerstein. Israël possède des décennies d'expérience en matière de torture et d'interrogatoire de prisonniers arabes -exactement le savoir-faire dont les Américains ont besoin dans l'après-coup des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak. "

Jonathan Cook

*Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

*Curieusement, cet article est introuvable dans l'archive du Monde diplo en français sur le net... Mais il rste accessible en arabe ! Zarbi, non ? Comment expliquer que ces petits agités du bocal censurent leur propre publication ?*

## VISITE A DES RESCAPÉS

Un jour d'été 2002, à Cuba, un enseignant d'anglais pakistanais de 31 ans, Abdul Razaq, remarqua une agitation inhabituelle parmi les silhouettes en salopette orange dans les cages grillagées qui l'entouraient. A deux ou trois cages de distance de la sienne, un codétenu pakistanais, Shah Mohamed, était en train de silencieusement tenter de se pendre avec un drap fixé au grillage. Il avait le tissu autour de la gorge et s'étranglait.

D'autres détenus dans les cellules voisines avaient remarqué la scène et, comme ils avaient l'habitude de le faire chaque fois qu'un détenu dans le camp de détention US de Guantanamo bay tentait de se tuer, ils se mirent à crier à cor et à cri dans leurs nombreuses langues.

« D'abord nous avons crié à Shah Mohamed d'arrêter mais comme il ne l'a pas fait, nous avons appelé les gardiens », dit Razaq, qui a été relâché de Guantanamo en juillet et est retourné dans sa ville natale en octobre après 3 mois de détention par les autorités pakistanaises. « Les gardiens sont arrivés et l'ont

sauvé. C'était sa première tentative dans mon bloc. Ensuite, ils l'ont transféré ailleurs. Il semblait être inconscient. »

C'était l'un des quatre tentatives de suicide de Mohamed pendant son séjour à Guantanamo.

*Lire la suite dans :*

<[http://www.gwadaoka.org/guantanamo\\_article4.htm](http://www.gwadaoka.org/guantanamo_article4.htm)>

<<http://www.gwadaoka.org/index.html>> est un site caraïbe où s'expriment les aspirations à la liberté des différents peuples de la région caraïbe. Le Baron Samedi a beaucoup de choses à dire....

#### **Appel de Guantanamo en créole:**

Depi près 2 lane, 660 sosyetan a 42 peyi lajòle adan kan lawme Etazini gwanntanamo, an peyi Kiba. Apre yo fè lajòl adan kalòj a kan X-Ray, an mwa-davwil gouvèman Etazini chaye yo ale an kan Dèlta. Davwa Pentagòn di se « gerye lèlmi andèwò-lalwa », yo pa ni pon èstati. Yo pa lajòle-lagyè, yo pa lajòle- politik, yo pa menm lajòle ka òwdinè. Anjòle an kalòj, yo pri anba lòpsyon a mèt a mangnòk a pi gwo fòs asi latè, nouvèl konkistadò la : Jòj Bouch. Lwa-jistis Etazini pa ka woule andidan kan-lawme gwanntanamo sepoulòs kan X-Ray epi kan Dèlta se prèmye kan moun-anpake Lanpi wouvè lòtbòdlo. [...]

*Les animateurs du site, qui ont publié un excellent texte de notre ami Michel Dakar, le défendent de la belle manière contre l'éruclation sioniste. Salut les amis !*

<<http://www.gwadaoka.org/belliard.htm>>

#### **PREMIER ACCROC**

#### **Bush, Ashcroft and Rumsfeld Rebuked for Trampling the Constitution**

by Elaine Casseil

Thursday, December 18, brought some good news for those among us who thought the judicial branch of government was asleep. An independent judiciary is alive and well in two federal circuits--the Second Circuit (New York) and the Ninth Circuit (California). Both appeals courts rejected the Bush administration's claims that President Bush has unlimited power to trample the civil rights of Americans and prisoners in its control under the guise of fighting a global war on "terror."

The Second Circuit ruled in the case of Jose Padilla that President Bush wrongly ordered his detention as an enemy combatant. The opinion found that there was no legal basis for the presidential act; in fact, it found law to the contrary, the Non-Detention Act (18 U.S. Code, Sec. 4001 (1), that prohibits the military from detaining an American citizen without an Act of Congress. The law, enacted in 1971, repealed the 1950 Emergency Detentions Act, that empowered the Attorney General to detain, during an invasion, insurgency, or declared war, individuals whom the Attorney General thinks might commit sabotage (sounds a little like the Patriot Act, doesn't it?). As the court notes in its opinion, every Senator who voted for the Non-Detention Act did so because of the disgraceful internment of Japanese-American citizens during World War II.

The Court further found that Bush overstepped the Joint Resolution to wage war against terrorism, passed overwhelmingly by the Congress shortly after September 11. The government's attorneys argued that the resolution gave the President the power to detain persons in order to prevent future attacks of terrorism. The Court said that the plain language of the resolution did no such thing. It authorized action only against persons, states, or organizations that planned or participated in the September 11 attacks "in order to prevent future attacks." The judges ruled that this Joint Resolution in no way abrogates the Non-Detention Act.

Having found that there was no legal basis for Bush's order, the court gave Secretary of Defense Donald Rumsfeld, who has control over Padilla, 30 days to release him. In the interim, the court noted, federal prosecutors could again detain him as a material witness (the way he originally came to the attention of the court, as federal prosecutors in New York wanted to question him about a plot to detonate a "dirty" bomb), or charge him with a criminal offense and have him indicted in federal court.



The government may ask a full panel ("en banc") of the Second Circuit judges to rehear the case, a motion the court would likely grant given the gravity and unusual nature of the case. Depending on the outcome of such a review, either Padilla or the government could appeal the results to the U.S. Supreme Court.

The ruling is a great victory for Padilla's court-appointed lawyer, Donna Newman, who valiantly fought for Padilla for the 18 months after she lost contact with him. Judge Michael B. Mukasey had overruled her motion that he be released and not held as a material witness, but Mukasey ordered that Padilla had the right to counsel. The government would have none of that. Lawyers would interfere with their questioning of the "witness." Rather than play by the rules and allow him access to his lawyer, the government appealed to some higher up (Ashcroft? Rumsfeld? Bush?) to name Padilla an "enemy combatant." When Bush signed the order, the Pentagon sent officials to remove Padilla from the New York jail where he was being housed and incarcerate him in a navy brig in Charleston, South Carolina. Holding Padilla as a military prisoner was the basis of Newman's petition for habeas corpus, an ancient form of legal action that challenges the basis of one's detention by the government.

Taking Padilla (along with the other American enemy combatant, Yasir Hamdi) to Charleston revealed another plan, as well--that any protestations from pesky lawyers would be heard by the conservative Fourth Circuit Court of Appeals. The Second Circuit brushed aside this effort, finding that it had jurisdiction over Rumsfeld in this habeas corpus petition because Rumsfeld directed Padilla's removal from New York.

Out on the West coast, the Ninth Circuit Court of Appeals did not follow the lead of their brethren on the U.S. Court of Appeals for the District of Columbia. The D.C. court had ruled that Guantanamo prisoners have no right to ask a court to review their detention orders. The Supreme Court has agreed to hear the prisoners appeal from the D.C. court's ruling solely to determine if federal courts can entertain the claim of prisoners' of the U.S. in Guantanamo Bay, Cuba to challenge their petitions with a writ of habeas corpus.

The disingenuous protestations of the government notwithstanding (it argues that Guantanamo Bay Naval Base is part of the sovereign territory of Cuba, even though the lease with the Cuban government gives the U.S. sole civil and criminal jurisdiction over people and acts taking place within its 40-square-mile borders), the Ninth Circuit judges reasoned, "We simply cannot accept the government's position that the executive branch possesses the unchecked authority to imprison indefinitely any persons, foreign citizens included . . . without permitting such prisoners recourse of any kind to any judicial forum," said the decision.

If the government files an appeal of the Ninth Circuit's ruling, the Supreme Court will likely consolidate the cases and hear argument on both in the Spring of 2004.

**19 décembre 2003. Elaine Cassel** practices law in Virginia and the District of Columbia, teaches law and psychology, and follows the Bush regime's dismantling of the Constitution at

<<http://babelogue.citypages.com:8080/ecassel/>> Civil Liberties Watch. She can be reached at: <[ecassel1@cox.net](mailto:ecassel1@cox.net)>.

## 3 - L'Iraq des marais

SADDAM ET LES MANOEUVRES AMÉRICAINES : UNE LONGUE HISTOIRE

### Saddam key in early CIA plot

By Richard Sale

U.S. forces in Baghdad might now be searching high and low for Iraqi dictator Saddam Hussein, but in the past Saddam was seen by U.S. intelligence services as a bulwark of anti-communism and they used him as their instrument for more than 40 years, according to former U.S. intelligence diplomats and intelligence officials.

United Press International has interviewed almost a dozen former U.S. diplomats, British scholars and former U.S. intelligence officials to piece together the following account. The CIA declined to comment on the report.

While many have thought that Saddam first became involved with U.S. intelligence agencies at the start of the September 1980 Iran-Iraq war, his first contacts with U.S. officials date back to 1959, when he was part of a CIA-authorized six-man squad tasked with assassinating then Iraqi Prime Minister Gen. Abd al-Karim Qasim.

<<http://www.upi.com/view.cfm?StoryID=20030410-070214-6557r>>  
Voir notre dossier THE USA IS BED WITH SADDAM **LINKLINKLINK**

L'ENTRAIDE DES MASSACREURS

## Israël donne des cours d'assassinat ciblé

"A Fort Bragg, en Caroline du Nord, des instructeurs israéliens forment actuellement des forces spéciales américaines - la Task Force 121 - à la lutte armée contre les émeutes en Irak, avec en particulier un apprentissage de méthodes d'assassinat ciblé contre des chefs de la résistance", révèle *The Guardian*. Les techniques enseignées portent également sur la guérilla urbaine.

"Dans le 'triangle sunnite', les forces américaines ont déjà commencé à mettre en ouvre des tactiques qui ressemblent à celles de l'armée israélienne dans les Territoires occupés, en isolant des poches de résistance avec du fil de fer acéré et en rasant les bâtiments d'où des attaques ont été lancées contre les troupes américaines", précise le quotidien britannique de gauche. De même, "des commandos opèrent déjà en Syrie, où ils essaient de tuer les djihadistes étrangers avant qu'ils n'entrent en Irak".

Mais, si l'entraînement des forces spéciales prend cette tournure, c'est aussi, estime le journal, parce que "le commandement américain a l'intention d'intensifier sa guerre larvée contre les baasistes, dans l'espoir de venir à bout de la rébellion avant l'élection présidentielle de novembre".

Un ancien officier supérieur des services de renseignements confie au *Guardian* que "ce programme d'entraînement est avant tout un apprentissage de méthodes d'assassinat. Nous formons de véritables chasseurs d'hommes". L'homme craint d'ailleurs que "ces nouvelles tactiques et cette collaboration rapprochée avec Israël n'aboutissent qu'à enflammer un Moyen-Orient déjà très instable".

De leur côté, les responsables américains et israéliens interrogés par le journal, quand ils acceptent de répondre, considèrent qu'il ne s'agit que d'un transfert de compétences. "Nous sommes récemment allés en Israël afin de profiter de leur savoir-faire dans la lutte antiterroriste en milieu urbain", raconte un général américain.

Pour un ancien officier de renseignements que le *Guardian* décrit comme "critique de la politique du Pentagone en Irak", "quand nous nous informons auprès d'un tiers, cela ne veut pas dire que nous prenons son avis pour argent comptant". Mais, ajoute le militaire, "nous observons l'apparition d'un nouveau réalisme. La tendance américaine est d'essayer de se gagner tous les cours et tous les esprits. Mais en Irak il existe des cours et des esprits que l'on ne peut tout simplement pas gagner. Dans les limites des droits de l'homme, si vous faites un exemple de certains villages, les autres se tiendront tranquilles et les attaques diminueront dans la zone."

*Courrier international*, 12 décembre 2003, qui pompe *The Guardian*:  
<<http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1102940,00.html>>

A compléter avec (December 11, 2003): "Preemptive Manhunting: The CIA's New Assassination Program" By Douglas Valentine. His fourth book, *The Strength of the Wolf: The Federal Bureau of Narcotics, 1930-1968*, will be published in May 2004. His latest article, "Whose Homeland Security", appeared in the July 2003 issue of *Penthouse Magazine*. See <<http://www.douglasvalentine.com/>>

## Moving Targets by Seymour M. Hersch

*Will the counter-insurgency plan in Iraq repeat the mistakes of Vietnam?*

The Bush Administration has authorized a major escalation of the Special Forces covert war in Iraq. In interviews over the past month, American officials and former officials

said that the main target was a hard-core group of Baathists who are believed to be behind much of the underground insurgency against the soldiers of the United States and its allies. A new Special Forces group, designated Task Force 121, has been assembled from Army Delta Force members, Navy seals, and C.I.A. paramilitary operatives, with many additional personnel ordered to report by January. Its highest priority is the neutralization of the Baathist insurgents, by capture or assassination.

The revitalized Special Forces mission is a policy victory for Secretary of Defense Donald Rumsfeld, who has struggled for two years to get the military leadership to accept the strategy of what he calls "Manhunts" – a phrase that he has used both publicly and in internal Pentagon communications. Rumsfeld has had to change much of the Pentagon's leadership to get his way. "Knocking off two regimes allows us to do extraordinary things," a Pentagon adviser told me, referring to Afghanistan and Iraq.

One step the Pentagon took was to seek active and secret help in the war against the Iraqi insurgency from Israel, America's closest ally in the Middle East. According to American and Israeli military and intelligence officials, Israeli commandos and intelligence units have been working closely with their American counterparts at the Special Forces training base at Fort Bragg, North Carolina, and in Israel to help them prepare for operations in Iraq. Israeli commandos are expected to serve as ad-hoc advisers – again, in secret – when full-field operations begin. (Neither the Pentagon nor Israeli diplomats would comment. "No one wants to talk about this," an Israeli official told me. "It's incendiary. Both governments have decided at the highest level that it is in their interests to keep a low profile on U.S.-Israeli cooperation" on Iraq.) The critical issue, American and Israeli officials agree, is intelligence. There is much debate about whether targeting a large number of individuals is a practical – or politically effective – way to bring about stability in Iraq, especially given the frequent failure of American forces to obtain consistent and reliable information there.

Americans in the field are trying to solve that problem by developing a new source of information: they plan to assemble teams drawn from the upper ranks of the old Iraqi intelligence services and train them to penetrate the insurgency. The idea is for the infiltrators to provide information about individual insurgents for the Americans to act on. A former C.I.A. station chief described the strategy in simple terms: "U.S. shooters and Iraqi intelligence." He added, "There are Iraqis in the intelligence business who have a better idea, and we're tapping into them. We have to resuscitate Iraqi intelligence, holding our nose, and have Delta and agency shooters break down doors and take them" – the insurgents – "out."

A former intelligence official said that getting inside the Baathist leadership could be compared to "fighting your way into a coconut – you bang away and bang away until you find a soft spot, and then you can clean it out." An American who has advised the civilian authority in Baghdad said, "The only way we can win is to go unconventional. We're going to have to play their game. Guerrilla versus guerrilla. Terrorism versus terrorism. We've got to scare the Iraqis into submission."

In Washington, there is now widespread agreement on one point: the need for a new American approach to Iraq. There is also uniform criticism of the military's current response to the growing American casualty lists. One former Pentagon official who worked extensively with the Special Forces command, and who favors the new military initiative, said, "We've got this large conventional force sitting there, and getting their ass shot off, and what we're doing is counterproductive. We're sending mixed signals." The problem with the way the U.S. has been fighting the Baathist leadership, he said, is "(a) we've got no intelligence, and (b) we're too squeamish to operate in this part of the world." Referring to the American retaliation against a suspected mortar site, the former official said, "Instead of destroying an empty soccer field, why not impress me by sneaking in a sniper team and killing them while they're setting up a mortar? We do need a more unconventional response, but it's going to be messy."

Inside the Pentagon, it is now understood that simply bringing in or killing Saddam Hussein and his immediate circle – those who appeared in the Bush Administration's famed "deck of cards" – will not stop the insurgency. The new Special Forces operation is aimed instead at the broad middle of the Baathist underground. But many of the officials I spoke to were skeptical of the Administration's plans. Many of them fear that the proposed operation – called "preemptive manhunting" by one Pentagon adviser – has the potential to turn into another Phoenix Program. Phoenix was the code name for a counter-

insurgency program that the U.S. adopted during the Vietnam War, in which Special Forces teams were sent out to capture or assassinate Vietnamese believed to be working with or sympathetic to the Vietcong. In choosing targets, the Americans relied on information supplied by South Vietnamese Army officers and village chiefs. The operation got out of control. According to official South Vietnamese statistics, Phoenix claimed nearly forty-one thousand victims between 1968 and 1972; the U.S. counted more than twenty thousand in the same time span. Some of those assassinated had nothing to do with the war against America but were targeted because of private grievances. William E. Colby, the C.I.A. officer who took charge of the Phoenix Program in 1968 (he eventually became C.I.A. director), later acknowledged to Congress that "a lot of things were done that should not have been done."

The former Special Forces official warned that the problem with head-hunting is that you have to be sure "you're hunting the right heads." Speaking of the now coöperative former Iraqi intelligence officials, he said, "These guys have their own agenda. Will we be doing hits on grudges? When you set up host-nation elements" – units composed of Iraqis, rather than Americans – "it's hard not to have them going off to do what they want to do. You have to keep them on a short leash."

The former official says that the Baathist leadership apparently relies on "face-to-face communications" in planning terrorist attacks. This makes the insurgents less vulnerable to one of the Army's most secret Special Forces units, known as Grey Fox, which has particular expertise in interception and other technical means of intelligence-gathering. "These guys are too smart to touch cell phones or radio," the former official said. "It's all going to succeed or fail spectacularly based on human intelligence."

A former C.I.A. official with extensive Middle East experience identified one of the key players on the new American-Iraqi intelligence team as Farouq Hijazi, a Saddam loyalist who served for many years as the director of external operations for the Mukhabarat, the Iraqi intelligence service. He has been in custody since late April. The C.I.A. man said that over the past few months Hijazi "has cut a deal," and American officials "are using him to reactivate the old Iraqi intelligence network." He added, "My Iraqi friends say he will honor the deal – but only to the letter, and not to the spirit." He said that although the Mukhabarat was a good security service, capable, in particular, of protecting Saddam Hussein from overthrow or assassination, it was "a lousy intelligence service."

The official went on, "It's not the way we usually play ball, but if you see a couple of your guys get blown away it changes things. We did the American things – and we've been the nice guy. Now we're going to be the bad guy, and being the bad guy works."

Told of such comments, the Pentagon adviser, who is an expert on unconventional war, expressed dismay. "There are people saying all sorts of wild things about Manhunt," he said. "But they aren't at the policy level. It's not a no-holds policy, and it shouldn't be. I'm as tough as anybody, but we're also a democratic society, and we don't fight terror with terror. There will be a lot of close controls – do's and don'ts and rules of engagement." The adviser added, "The problem is that we've not penetrated the bad guys. The Baath Party is run like a cell system. It's like penetrating the Vietcong – we never could do it."

The rising star in Rumsfeld's Pentagon is Stephen Cambone, the Under-Secretary of Defense for Intelligence, who has been deeply involved in developing the new Special Forces approach. Cambone, who earned a doctorate in political science from Claremont Graduate University in 1982, served as staff director for a 1998 committee, headed by Rumsfeld, that warned in its report of an emerging ballistic-missile threat to the United States and argued that intelligence agencies should be willing to go beyond the data at hand in their analyses. Cambone, in his confirmation hearings, in February, told the Senate that consumers of intelligence assessments must ask questions of the analysts – "how they arrived at those conclusions and what the sources of the information were." This approach was championed by Rumsfeld. It came under attack, however, when the Administration's predictions about Iraq's weapons of mass destruction and the potential for insurgency failed to be realized, and the Pentagon civilians were widely accused of politicizing intelligence. (A month after the fall of Baghdad, Cambone was the first senior Pentagon official to publicly claim, wrongly, as it turned out, that a captured Iraqi military truck might be a mobile biological-weapons laboratory.)

Cambone also shares Rumsfeld's views on how to fight terrorism. They both believe that the United States needs to become far more proactive in combatting terrorism, searching for terrorist leaders around the world and eliminating them. And Cambone, like

Rumsfeld, has been frustrated by the reluctance of the military leadership to embrace the manhunting mission. Since his confirmation, he has been seeking operational authority over Special Forces. "Rumsfeld's been looking for somebody to have all the answers, and Steve is the guy," a former high-level Pentagon official told me. "He has more direct access to Rummy than anyone else."

As Cambone's influence has increased, that of Douglas Feith, the Under-Secretary of Defense for Policy, has diminished. In September, 2001, Feith set up a special unit known as the Office of Special Plans. The office, directed by civilians who, like Feith, had neoconservative views, played a major role in the intelligence and planning leading up to the March invasion of Iraq. "There is finger-pointing going on," a prominent Republican lobbyist explained. "And the neocons are in retreat."

One of the key planners of the Special Forces offensive is Lieutenant General William (Jerry) Boykin, Cambone's military assistant. After a meeting with Rumsfeld early last summer – they got along "like two old warriors," the Pentagon consultant said – Boykin postponed his retirement, which had been planned for June, and took the Pentagon job, which brought him a third star. In that post, the Pentagon adviser told me, Boykin has been "an important piece" of the planned escalation. In October, the Los Angeles Times reported that Boykin, while giving Sunday-morning talks in uniform to church groups, had repeatedly equated the Muslim world with Satan. Last June, according to the paper, he told a congregation in Oregon that "Satan wants to destroy this nation, he wants to destroy us as a nation, and he wants to destroy us as a Christian army." Boykin praised President Bush as a "man who prays in the Oval Office," and declared that Bush was "not elected" President but "appointed by God." The Muslim world hates America, he said, "because we are a nation of believers."

There were calls in the press and from Congress for Boykin's dismissal, but Rumsfeld made it clear that he wanted to keep his man in the job. Initially, he responded to the Times report by praising the General's "outstanding record" and telling journalists that he had neither seen the text of Boykin's statements nor watched the videotape that had been made of one of his presentations. "There are a lot of things that are said by people in the military, or in civilian life, or in the Congress, or in the executive branch that are their views," he said. "We're a free people. And that's the wonderful thing about our country." He added, with regard to the tape, "I just simply can't comment on what he said, because I haven't seen it." Four days later, Rumsfeld said that he had viewed the tape. "It had a lot of very difficult-to-understand words with subtitles which I was not able to verify," he said at a news conference, according to the official transcript. "So I remain inexpert" – the transcript notes that he "chuckles" at that moment – "on precisely what he said." Boykin's comments are now under official review.

Boykin has been involved in other controversies as well. He was the Army combat commander in Mogadishu in 1993, when eighteen Americans were slain during the disastrous mission made famous by Mark Bowden's book "Black Hawk Down." Earlier that year, Boykin, a colonel at the time, led an eight-man Delta Force that was assigned to help a Colombian police unit track down the notorious drug dealer Pablo Escobar. Boykin's team was barred by law from providing any lethal assistance without Presidential approval, but there was suspicion in the Pentagon that it was planning to take part in the assassination of Escobar, with the support of American Embassy officials in Colombia. The book "Killing Pablo," an account, also by Mark Bowden, of the hunt for Escobar, describes how senior officials in the Pentagon's chain of command became convinced that Boykin, with the knowledge of his Special Forces superiors, had exceeded his authority and intended to violate the law. They wanted Boykin's unit pulled out. It wasn't. Escobar was shot dead on the roof of a barrio apartment building in Medellín. The Colombian police were credited with getting their man, but, Bowden wrote, "within the special ops community . . . Pablo's death was regarded as a successful mission for Delta, and legend has it that its operators were in on the kill."

"That's what those guys did," a retired general who monitored Boykin's operations in Colombia told me. "I've seen pictures of Escobar's body that you don't get from a long-range telescope lens. They were taken by guys on the assault team." (Bush Administration officials in the White House, the State Department, and the Pentagon, including General Boykin, did not respond to requests for comment.)

Morris Busby, who was the American Ambassador to Colombia in 1993 (he is now retired), vigorously defended Boykin. "I think the world of Jerry Boykin, and have the utmost respect for him. I've known him for fifteen years and spent hours and hours with the guy,

and never heard him mention religion or God." The retired general also praised Boykin as "one of those guys you'd love to have in a war because he's not afraid to die." But, he added, "when you get to three stars you've got to think through what you're doing." Referring to Boykin and others involved in the Special Forces planning, he added, "These guys are going to get a bunch of guys killed and then give them a bunch of medals."

The American-Israeli liaison on Iraq amounts to a tutorial on how to dismantle an insurgency. One former Israeli military-intelligence officer summarized the core lesson this way: "How to do targeted killing, which is very relevant to the success of the war, and what the United States is going to have to do." He told me that the Americans were being urged to emulate the Israeli Army's small commando units, known as *Mist'aravim*, which operate undercover inside the West Bank and Gaza Strip. "They can approach a house and pounce," the former officer said. In the Israeli view, he added, the Special Forces units must learn "how to maintain a network of informants." Such a network, he said, has made it possible for Israel to penetrate the West Bank and Gaza Strip organizations controlled by groups such as Hamas, and to assassinate or capture potential suicide bombers along with many of the people who recruit and train them.

On the other hand, the former officer said, "Israel has, in many ways, been too successful, and has killed or captured so many mid-ranking facilitators on the operational level in the West Bank that Hamas now consists largely of isolated cells that carry out terrorist attacks against Israel on their own." He went on, "There is no central control over many of the suicide bombers. We're trying to tell the Americans that they don't want to eliminate the center. The key is not to have freelancers out there."

Many regional experts, Americans and others, are convinced that the Baathists are still firmly in charge of the insurgency, although they are thought to have little direct connection with Saddam Hussein. An American military analyst who works with the American-led Coalition Provisional Authority in Baghdad told me he has concluded that "mid-ranking Baathists who were muzzled by the patrimonial nature of Saddam's system have now, with the disappearance of the high-ranking members, risen to control the insurgency." He added that after the American attack and several weeks "of being like deer in headlights," these Baathists had become organized, and were directing and leading operations against Americans. During an interview in Washington, a senior Arab diplomat noted, "We do not believe that the resistance is loyal to Saddam. Yes, the Baathists have reorganized, not for political reasons but because of the terrible decisions made by Jerry Bremer" – the director of the C.P.A. "The Iraqis really want to make you pay the price," the diplomat said. "Killing Saddam will not end it."

Similarly, a Middle Eastern businessman who has advised senior Bush Administration officials told me that the reorganized Baath Party is "extremely active, working underground with permanent internal communications. And without Saddam." Baath party leaders, he added, expect Saddam to issue a public statement of self-criticism, "telling of his mistakes and his excesses," including his reliance on his sons.

There is disagreement, inevitably, on the extent of Baathist control. The former Israeli military-intelligence officer said, "Most of the firepower comes from the Baathists, and they know where the weapons are kept. But many of the shooters are ethnic and tribal. Iraq is very factionalized now, and within the Sunni community factionalism goes deep." He added, "Unless you settle this, any effort at reconstruction in the center is hopeless."

The American military analyst agreed that the current emphasis on Baathist control "overlooks the nationalist and tribal angle." For example, he said, the anti-coalition forces in Falluja, a major center of opposition, are "driven primarily by the sheikhs and mosques, Islam, clerics, and nationalism." The region, he went on, contains "tens of thousands of unemployed former military officers and enlistees who hang around the coffee shops and restaurants of their relatives; they plot, plan, and give and receive instructions; at night they go out on their missions."

This military analyst, like many officials I spoke to, also raised questions about the military's more conventional tactics – the aggressive program, code-named Iron Hammer, of bombings, nighttime raids, and mass arrests aimed at trouble spots in Sunni-dominated central Iraq. The insurgents, he told me, had already developed a response. "Their S.O.P." – standard operating procedure – "now is to go further out, or even to other towns, so that American retribution does not fall on their locale. Instead, the Americans take it out on the city where the incident happened, and in the process they succeed in making more enemies."

The brazen Iraqi attacks on two separate American convoys in Samarra, on November 30th, provided further evidence of the diversity of the opposition to the occupation. Samarra has been a center of intense anti-Saddam feelings, according to Ahmed S. Hashim, an expert on terrorism who is a professor of strategic studies at the U.S. Naval War College. In an essay published in August by the Middle East Institute, Hashim wrote, "Many Samarra natives – who had served with distinction in the Baath Party and the armed forces – were purged or executed during the course of the three decades of rule by Saddam and his cronies from the rival town of Tikrit." He went on, "The type of U.S. force structure in Iraq – heavy armored and mechanized units – and the psychological disposition of these forces which have been in Iraq for months is simply not conducive to the successful waging of counter-insurgency warfare."

The majority of the Bush Administration's manhunting missions remain classified, but one earlier mission, in Afghanistan, had mixed results at best. Last November, an Al Qaeda leader named Qaed Salim Sinan al-Harethi was killed when an unmanned Predator reconnaissance aircraft fired a Hellfire missile at his automobile in Yemen. Five passengers in the automobile were also killed, and it was subsequently reported that two previous Predator missions in Yemen had been called off at the last moment when it was learned that the occupants of suspect vehicles were local Bedouins, and not Al Qaeda members.

Since then, an adviser to the Special Forces command has told me, infighting among the various senior military commands has made it difficult for Special Forces teams on alert to take immediate advantage of time-sensitive intelligence. Rumsfeld repeatedly criticized Air Force General Charles Holland, a four-star Special Forces commander who has just retired, for his reluctance to authorize commando raids without specific, or "actionable," intelligence. Rumsfeld has also made a systematic effort to appoint Special Forces advocates to the top military jobs. Another former Special Forces commander, Army General Peter Schoomaker, was brought out of retirement in July and named Army Chief of Staff. The new civilian Assistant Secretary for Special Operations in the Pentagon is Thomas O'Connell, an Army veteran who served in the Phoenix program in Vietnam, and who, in the early eighties, ran Grey Fox, the Army's secret commando unit.

Early in November, the Times reported the existence of Task Force 121, and said that it was authorized to take action throughout the region, if necessary, in pursuit of Saddam Hussein, Osama bin Laden, and other terrorists. (The task force is commanded by Air Force Brigadier General Lyle Koenig, an experienced Special Forces helicopter pilot.) At that point, the former Special Forces official told me, the troops were "chasing the deck of cards. Their job was to find Saddam, period." Other Special Forces, in Afghanistan, were targeting what is known as the A.Q.S.L., the Al Qaeda Senior Leadership List.

The task force's search for Saddam was, from the beginning, daunting. According to Scott Ritter, a former United Nations weapons inspector, it may have been fatally flawed as well. >From 1994 to 1998, Ritter directed a special U.N. unit that eavesdropped on many of Saddam Hussein's private telephone communications. "The high-profile guys around Saddam were the murafaqin, his most loyal companions, who could stand next to him carrying a gun," Ritter told me. "But now he's gone to a different tier – the tribes. He has released the men from his most sensitive units and let them go back to their tribes, and we don't know where they are. The manifests of those units are gone; they've all been destroyed." Ritter added, "Guys like Farouq Hijazi can deliver some of the Baath Party cells, and he knows where some of the intelligence people are. But he can't get us into the tribal hierarchy." The task force, in any event, has shifted its focus from the hunt for Saddam as it is increasingly distracted by the spreading guerrilla war.

In addition to the Special Forces initiative, the military is also exploring other approaches to suppressing the insurgency. The Washington Post reported last week that the American authorities in Baghdad had agreed, with some reluctance, to the formation of an Iraqi-led counter-terrorism militia composed of troops from the nation's five largest political parties. The paramilitary unit, totalling some eight hundred troops or so, would "identify and pursue insurgents" who had eluded arrest, the newspaper said. The group's initial missions would be monitored and approved by American commanders, but eventually it would operate independently.

Task Force 121's next major problem may prove to be Iran. There is a debate going on inside the Administration about American and Israeli intelligence that suggests that the Shiite-dominated Iranian government may be actively aiding the Sunni-led insurgency in Iraq – "pulling the strings on the puppet," as one former intelligence official put it. Many in

the intelligence community are skeptical of this analysis – the Pentagon adviser compared it to "the Chalabi stuff," referring to now discredited prewar intelligence on W.M.D. supplied by Iraqi defectors. But I was told by several officials that the intelligence was considered to be highly reliable by civilians in the Defense Department. A former intelligence official said that one possible response under consideration was for the United States to train and equip an Iraqi force capable of staging cross-border raids. The American goal, he said, would be to "make the cost of supporting the Baathists so dear that the Iranians would back off," adding, "If it begins to look like another Iran-Iraq war, that's another story."

The requirement that America's Special Forces units operate in secrecy, a former senior coalition adviser in Baghdad told me, has provided an additional incentive for increasing their presence in Iraq. The Special Forces in-country numbers are not generally included in troop totals. Bush and Rumsfeld have insisted that more American troops are not needed, but that position was challenged by many senior military officers in private conversations with me. "You need more people," the former adviser, a retired admiral, said. "But you can't add them, because Rummy's taken a position. So you invent a force that won't be counted."

At present, there is no legislation that requires the President to notify Congress before authorizing an overseas Special Forces mission. The Special Forces have been expanded enormously in the Bush Administration. The 2004 Pentagon budget provides more than six and a half billion dollars for their activities – a thirty-four-per-cent increase over 2003. A recent congressional study put the number of active and reserve Special Forces troops at forty-seven thousand, and has suggested that the appropriate House and Senate committees needed to debate the "proper overall role" of Special Forces in the global war on terrorism.

The former intelligence official depicted the Delta and seal teams as "force multipliers" – small units that can do the work of much larger ones and thereby increase the power of the operation as a whole. He also implicitly recognized that such operations would become more and more common; when Special Forces target the Baathists, he said, "it's technically not assassination – it's normal combat operations."

*New Yorker* December 8, 2003, published 12 Dec.  
<[http://www.newyorker.com/fact/content/?031215fa\\_fact](http://www.newyorker.com/fact/content/?031215fa_fact)>

#### **Commentaire de Mondher Sfar:**

Des " escadrons de la mort " américains contre l'Irak formés par Israël : L'information donnée par le *Guardian* oublie que ce modèle israélien est copié sur les unités spéciales d'extermination de la Waffen SS, les *Einsatzkommando* (commandos d'action) à qui revint, à partir du 5 juillet 1941 l'essentiel de la tâche d'extermination des ennemis "judéo-bolcheviques" du Reich en territoire soviétique.

L'histoire se répète, tout simplement parce que le nazisme n'a jamais été vaincu. Il renaît de ses cendres dans la peau de ceux qui nous ont trompé en nous faisant croire qu'ils en étaient les ennemis et non pas les " frères-ennemis ".

10 décembre 2003

L'ENGRENAGE (suite)

### **Pentagon Sending Iraq More Airborne Units**

By Robert Burns AP Military Writer

Washington (AP) - The Pentagon is sending an additional brigade of the Army's 82nd Airborne Division to Iraq and extending the deployment there of another 82nd Airborne unit in what officials said Thursday is a minor adjustment to their plan for rotating fresh forces into Iraq next year.

*The Guardian*, 18 décembre 2003.



## 4 - Le piège afghan

### RUMSFELD ADORE LES MEURTRIERS DE MASSE

#### **US Hypocrisy on War Crimes : Corporate Media Goes Along for the Ride**

By Peter Phillips

The hypocrisy of US policy and corporate media complicity is evident in the coverage of Donald Rumsfeld's stop over in Mazar-e Sharif Afghanistan December 4 to meet with **regional warlord and mass killer General Abdul Rashid Dostum** and his rival General Ustad Atta Mohammed. Rumsfeld was there to finalize a deal with the warlords to begin the decommissioning of their military forces in exchange for millions of dollars in international aid and increased power in the central Afghan government. [...]

During the recent meeting with Dostum, Donald Rumsfeld is quoted as saying, "I spent many weeks in the Pentagon following closely your activities, I should say your successful activities." (*Washington Post* 12/5/03) The *Post* wrote how General Dostum was instrumental in routing Taliban forces from Northern Afghanistan in the early weeks of the war two years ago, but said nothing about General Dostum's brutal past. Nor has US broadcast media aired Doran's documentary.  
*Rain Newsletter* 12 Dec. 03

### LE RETOUR DES MERCENAIRES

#### **CIA Relying on Hired Guns Secret weapon in terror war**

Washington - The recent deaths of two paramilitary operatives tracking terrorists in Afghanistan opened a small window into one of the CIA's secret methods in fighting the war on terror: **using guns-for-hire**.

The agency has turned more frequently to contractors - often retired Green Berets or Navy Seals -- as it has rapidly expanded its covert paramilitary force, boosted by a big increase in funding since the Sept. 11, 2001, attacks.

William Carlson and Christopher Glenn Mueller were **retired military commandos hired by the CIA as contractors** to hunt al-Qaida and Taliban fighters in eastern Afghanistan. They died Oct. 25 when they were ambushed during a military offensive in the area.

It appears they were hired by the CIA during the rapid growth of the agency's covert paramilitary force after the Sept. 11 attacks. They were among an undisclosed number of **former special operators hired to augment the CIA's own employees**.

Johnny "Mike" Spann, the first American killed in combat in Afghanistan, was one such CIA employee. The size of the agency's paramilitary force remains classified.

The CIA acknowledged Carlson and Mueller's deaths and their ties to the agency in a statement three days after the shooting.

Carlson, 43, and Mueller, 32, "were no strangers to the hardships of service to country," CIA Director George J. Tenet said. Carlson was retired from Army special operations and Mueller from Navy special operations.

The two "were tracking terrorists operating in the region," the CIA said. But it offered few details about the shooting or the men's activities in Afghanistan.

Hiring contractors to boost the paramilitary force gives both the CIA and the individuals who are hired more flexibility, according to intelligence experts outside the agency. The operators can accept short-term assignments, then go home when they are finished.

**The heavy use of contractors is probably a product of the large, one-time cash infusion the CIA is receiving to fight the war on terrorism**, said Steven Aftergood, an intelligence expert with the watchdog Federation of American Scientists in Washington.

"All indications are that reliance on contractors is growing," Aftergood said. "What do you do if somebody drops hundreds of millions of dollars in your lap? You hire contractors on a short-term basis. You have no assurance it will be part of your budget next year."

Some analysts wonder whether the activities of CIA contractors are subject to proper oversight from the CIA and Congress. CIA expert Loch Johnson, a University of Georgia professor, worried about turning to contractors, even retired military special operators, "who don't really understand the laws and regulations that govern the CIA."

"We've had a long and torturous history trying to make sure covert actions are under strict guidance," Johnson said.

AP, November 27, 2003

<<http://www.newsday.com/news/nationworld/nation/ny-uscia273561393nov27.0.2974540.story?coll=ny-nationalnews-headlines>>

*En tout cas, ces "spécialistes" se sont fait dézinguer comme des bleubites...*

## 5 - Le pays des faux-juifs

TROP TARD

### **Demographer: Holy Land already has non-Jewish majority**

A Haifa University demographer said Tuesday that **there is already a majority of non-Jews within the total area of Israel**, the West Bank and the Gaza Strip.

Demographer Amnon Sofer also said that recent estimates of the number of Palestinians to be enclosed on the Israeli side of the West Bank fence had been vastly exaggerated, and that the maximum number would not exceed 30,000.

"At this very minute, within the western land of Israel from the [Mediterranean] Sea to the Jordan [River], there is already a non-Jewish majority," Sofer told Israel Radio.

He apparently included in his assessment the large population of foreign workers in Israel, as well as non-Jewish immigrants. [...]

*Ha'aretz*, 9 décembre 2003

<<http://www.haaretz.co.il/hasen/spages/370067.html>>

FRIGO

***Adoptée par une famille juive, une eskimo devient soldat de Tsahal***

### **Northern exposure in the Mideast**

By ISRAEL21c staff December 14, 2003

It's a far cry from the frozen tundra of Alaska, but eighteen-year-old Eva Ben-Sira has become the **first Eskimo** to be inducted in the Israel Defense Forces.

Ben-Sira was born to a Yupik Eskimo mother and a Cherokee American father before being adopted by an Israeli couple. Her twin brother, Jimmy, will become the army's second serving Eskimo, when he joins the IDF next year.

According to *Ha'aretz*, a check of the archives of the army's Bamahane magazine, which for years has tried to track soldiers who come to Israel from remote places, indicates that she is the IDF's first Eskimo soldier

<<http://www.connec-sion.com/cgi-bin/gce/gce.cgi?id=2675>>

## PAS DE BÂTARDS POUR LE BÉTAR

Jerusalem -- An Israeli company has required thousands of Chinese workers to sign a contract promising **not to have sex with Israelis** or try to convert them, a police spokesperson said today.

According to the document, male workers cannot come into contact with Israeli women -- including prostitutes -- become their lovers or marry them, spokesperson Rafi Yaffe said. He said there was nothing illegal about the requirement and no investigation had been opened against the company. The labourers are also forbidden in the contract from engaging in any religious or political activity. Those who violate the agreement will be sent back to China at their own expense.

About 260,000 foreigners work in Israel, having replaced Palestinian labourers during three years of fighting. When the government first began to allow the entrance of the foreign workers in the late 1990s, ministers warned of a "social time bomb" caused by workers assimilating with Israelis.

More than **half the workers are in the country illegally**. Israeli police have increased efforts to deport those working without permits in light of high Israeli unemployment, which has reached 11 per cent in recent months. Israeli advocates of foreign workers -- who come also from Thailand, the Philippines and Romania -- say they are held by employers in **nearly slave-like conditions** and their bosses frequently take their passports and refuse to pay them. [*Toujours ce ravissant humanisme juif...*]

*The Toronto Star*, AP, 23 décembre 2003,  
<[http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article\\_Type1&c=Article&cid=1072178838039&call\\_pageid=968332188492&col=968705899037](http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article_Type1&c=Article&cid=1072178838039&call_pageid=968332188492&col=968705899037)>

*On a pourtant là l'occasion de produire en série des sino-juifs entièrement casher. Ou alors est-on devant une mesure raciste ?*

# 6 - Les mystères de New York

## COMPLICITÉS

### **September 11th And The Bush Administration Compelling Evidence for Complicity** Walter E. Davis, PhD

#### Introduction

Clearly, one of the most critical questions of the twenty-first century concerns why the terrorist attacks of September 11, 2001 were not prevented. As I outline below, there are numerous aspects regarding the official stories about September 11th which do not fit with known facts, which contradict each other, which defy common sense, and which indicate a pattern of misinformation and coverup. The reports coming out of Washington **do very little** to alleviate these concerns.

08/31/03: (Information Clearing House)  
Voir: <<http://www.informationclearinghouse.info/article4582.htm>>

## 7 - Le ROW

LE ZÈBRE

### Danny le Bleu et Blanc

par Israël Adam Shamir

Pour les gens de ma génération, le nom de Danny le Rouge -- Daniel Cohn-Bendit -- est associé à jamais à la glorieuse révolution de 1968, aux films *La Chinoise* de Godard et *Zabriskie Point* d'Antonioni, au slogan "Il est interdit d'interdire" dans les facultés, aux cheveux longs des hippies, à la marijuana et à l'amour libre, aux barricades de Paris et de Berkeley, au doux vent de liberté qui souffla à travers les continents. Comme son grand prédécesseur, le Printemps des Nations de 1848, la révolution de 1968 échoua, mais elle transforma l'Europe et les Etats-Unis. Danny le Rouge fut un animateur de cette révolution, et une grande source d'inspiration pour tous ceux qui, comme nous, aspiraient à la liberté et à l'égalité.

Les années ont passé, et voilà notre Cohn-Bendit, devenu membre respecté du Parlement Européen où il représente le Parti Vert allemand, en visite à Jérusalem. Les temps ont changé, et Danny a changé, lui aussi, avec le temps. Et je ne parle pas seulement de son tour de taille. Il n'est pas sioniste, insiste-t-il. Il n'est pas antisioniste, non plus. Les juifs peuvent vivre en Europe, aussi, c'est possible. C'est bien : non, non ; ils ne sont pas obligés de déménager en Israël. Il soutient la création d'un Etat palestinien, dit-il ; il est contre l'occupation. Il a le sentiment que Sharon, lui aussi, est contre l'occupation -- peut-être Sharon veut-il un Grand Israël légèrement plus grand ? Mais si peu. Le Mur, aussi inhumain soit-il, est la preuve tangible que Sharon a l'intention de limiter l'expansion israélienne.

Il nous parle de ses rencontres avec les gars, les " boys " -- ses nouveaux amis : le parti de la Guerre à Washington. Perle et Wolfowitz l'ont mis dans la confidence de leurs projets pour le Moyen-Orient, nous dit-il. Ils veulent remettre l'Irak entre les mains d'un gouvernant hashémite, chasser les Palestiniens en Jordanie et y créer un Etat palestinien. Après quoi, les juifs disposeront de toute la Palestine. Ce sont ni plus, ni moins, des Bolchéviques, nous dit-il et, dans sa bouche, ce mot prend une connotation de juron. Lui, il a un autre plan, meilleur -- bien meilleur : donner un Etat aux Palestiniens, intégrer Israël dans l'Otan et dans l'Union européenne. Faire en sorte que la Russie, la Chine, bref. tout le monde. apportent leur soutien à l'Etat juif, la meilleure (et d'ailleurs unique.) démocratie au Moyen-Orient. Si les Américains marchent, il se fait fort d'obtenir le soutien européen à l'occupation américaine en Irak, nous confie-t-il, madré. Même ses hôtes, les sionistes libéraux du mouvement La Paix, Maintenant, se tortillent sur leur siège, mal à l'aise.

Cohn-Bendit a le feeling : ça le fait ! Il a tellement de réalisations à son actif. Il a fait la promotion du démantèlement de la Yougoslavie. Il a soutenu les bombardements de l'Otan sur la Serbie, jusqu'à résipiscence. **Mais la cause juive monopolise le plus clair de son temps et de ses efforts.** Il est très fier de voir que l'Allemagne a fourni à Israël des sous-marins à capacité nucléaire aux frais du contribuable allemand. " Ce cadeau est le prix que les Allemands devaient payer, pour l'Holocauste ", nous dit **sans rire** le parlementaire allemand. Pourquoi un million de victimes potentielles (très probablement arabes) devraient-elles représenter la compensation désirée ? N'est-il pas inquiet de voir l'Irak, ou la Syrie, devenir une cible pour les missiles nucléaires lancables depuis ces sous-marins ? Je lui pose la question. Non, il n'est pas inquiet. Bon, eh bien, tant mieux ! Mais, pourtant, les maniaques criminels qui gouvernent aujourd'hui la Terre Sainte évoquent sans ambages la possibilité d'"entraîner le monde entier derrière eux dans la destruction totale", comme l'a rapporté Martin van Creveld de l'Université Hébraïque ? le coïncé-je. Son pays pourrait aussi avoir à en souffrir ? Quel pays ? demande Danny, **candide**. Né en France, parlementaire à Bruxelles et à Strasbourg, amoureux d'Israël, Danny, du coup, a oublié qu'il représente l'Allemagne ! Un juif ne peut donc pas aimer son pays ? Mais si ! Pour peu qu'il sache lequel c'est !

Il faut dire que Danny ne pense pas qu'Israël ait toujours raison. On peut -- sous certaines conditions -- critiquer Israël. Ces conditions sont très rigoureuses et extraordinairement difficiles à remplir, il faut bien le dire. En mars 2002, un député au

Bundestag, du parti de Cohn-Bendit, un immigrant syrien, Jamal Karsli, a exhorté l'Allemagne à cesser de fournir à Israël des armes de destruction massive et il a fait allusion à la "forte influence des juifs sur les médias allemands". Cohn-Bendit et ses *Parteigenossen* (camarades de parti) le lynchèrent, pratiquement, pour "antisémitisme". Leur attaque reçut le soutien de Michel Friedman, "le porte-parole juif le plus éloquent d'Allemagne". C'était avant -- il convient de le préciser -- que cet ami très proche des prostituées biélorusses ne soit arrêté pour trafic de cocaïne.

N'avez-vous pas quelque scrupule, lui demandé-je, lorsque vous invoquez l'antisémitisme comme le font Bush et Ashcroft, Friedman et Foxman ? Vous avez une attitude bolchévique, me rétorqua-t-il. "On devrait pouvoir exprimer une opinion, quand bien même cette opinion aurait déjà été exprimée par des gens parfaitement exécrables". Bravo, Danny ! Mais pourquoi n'y a-t-il pas pensé lorsqu'il a exclu Karsli de son Parti au motif qu'il aurait répété "le bobard nazi au sujet du contrôle exercé par les juifs" ? Pourquoi cette brillante pensée ne l'a pas arrêté -- ni d'ailleurs d'autres juifs -- lorsqu'il faisait en permanence référence aux *Protocoles des Sages de Sion*, dans lesquels il voyait sa meilleure argumentation: si les *Protocoles* affirment que les juifs s'efforcent de contrôler les médias, alors personne n'est autorisé à remarquer la prise de contrôle rampante et constante des médias européens par des intérêts juifs. Pourquoi, dans ce cas, sa maxime "On devrait pouvoir exprimer une opinion, quand bien même cette opinion aurait déjà été exprimée par des gens parfaitement exécrables" ne s'applique-t-elle pas ?

La raison, je vais vous la dire : c'est, qu'en règle générale, un juif est incapable d'appliquer l'impératif catégorique de Kant, qui veut qu'une loi, pour être valable, doit être universelle. Cela nous donne une bonne définition de ce qu'est un juif: "Une personne incapable de porter un quelconque jugement moral objectif", car les anciens critères religieux ou ethniques, le moment opportun venu, et comme par enchantement, ne s'appliquent plus. Son jugement sera constamment différent, selon que l'objet sur lequel il porte sera bon pour les juifs, ou mauvais pour les juifs. Les armes de destruction massives sont mauvaises, mais uniquement quand ce sont des Gentils qui les détiennent. Entre des mains juives, elles sont belles et bonnes. Le nationalisme d'un goy : Mauvais. La dévotion à la cause juive : Bon. Des droits égaux pour les juifs et les non-juifs ? En Europe : Bon. En Palestine : Mauvais. Karsli était mauvais pour les juifs : par conséquent, il fallait qu'il dégage.

Viré du parti Vert par Cohn-Bendit, Karsli a rejoint le FDP de Jürgen Möllemann, un homme politique allemand courageux, qui protestait contre le réarmement d'Israël et contre le contrôle juif sur les médias allemands. Cela n'a pas duré : Jürgen Möllemann a connu un sort tragique. Amateur de parachutisme, manque de bol : ses deux parachutes ne se sont pas ouverts. [Presque au même moment, à Stockholm, Anna Lindh, ministre suédoise des Affaires étrangères, et qui soutenait avec constance la cause palestinienne, était assassinée.] La carrière politique de Karsli venait d'être tuée dans l'oeuf.

La campagne de Cohn-Bendit contre les immigrés arabes en Europe ne faisait que commencer. Peu auparavant, la Commission européenne avait soumis un rapport sur l'antisémitisme en Europe. Un groupe de chercheurs sionistes se chargèrent de ce travail. Ils produisirent un rapport qui faisait retomber la responsabilité de l'antisémitisme sur des Sémites -- plus précisément, sur les Arabes.

Leur suggestion était extravagante. L'Orient, hétérogène en matière de religions et d'ethnies, n'a jamais connu le racisme. Quiconque a, ne serait-ce qu'une connaissance minimale, des Arabes sait bien qu'ils n'ont aucun préjugé raciste à l'encontre des juifs. Dans le passé, comme l'a écrit David Shasha, un chercheur juif syrien, "les juifs et les autres minorités ethniques servaient dans l'administration musulmane, en qualité de membres reconnus d'une société cultivée. Ils contribuaient, intimement, à l'évolution et au développement de cette société." A l'heure actuelle, des dizaines de juifs -- militants de la cause palestinienne -- vivent chez des Arabes, depuis Rafah jusqu'à Jénine. Qu'il s'agisse de Norman Finkelstein ou encore de Jennifer Loewenstein, ils n'ont jamais ressenti la moindre animosité raciste à leur égard. Quant à moi, je me suis toujours senti parfaitement à l'aise au milieu des Arabes, qu'il s'agisse des Maghrébins de Marseille, des Saoudiens de Londres, des Egyptiens du Caire ou des Palestiniens, dans ma ville, Jaffa.

Mais pour arriver à la conclusion désirée, les chercheurs inclurent les activités anti-Israéliennes dans leur champ d'étude, et ils parvinrent à la conclusion suivante: "Les musulmans et les activistes pro-palestiniens sont responsables de la montée de l'antisémitisme en Europe". L'Observatoire européen du Racisme et de la Xénophobie fit ce qu'il fallait faire : il mit ce rapport dans un placard, au motif qu'il était "déformé par des partis

pris anti-musulmans et le recours à des méthodes de recherche non déontologiques". Bien loin de reconnaître leurs erreurs, les chercheurs allèrent se plaindre au quotidien israélien *Ha'aretz*: si les Européens avaient écarté leur rapport, c'était à cause de leur "excès dans le politiquement correct".

Quand les juifs protestent-ils contre le politiquement correct ? Uniquement lorsque cela gêne leur stigmatisation de l'Islam.

Le chien de garde antiraciste européen a jugé "la focalisation sur des responsables d'actes antisémites uniquement musulmans et pro-palestiniens" éminemment provocatrice et susceptible de "provoquer une guerre civile en Europe". Mais une guerre civile, en Europe, contre des millions d'Arabes et d'autres musulmans, c'est précisément l'un des objectifs des sionistes -- cela fait partie de la Guerre à l'Islam conduite par les Etats-Unis. Le journal *Ha'aretz* a écrit : "Lundi dernier, Daniel Cohn-Bendit, un des dirigeants du parti Vert au Parlement européen, a dénoncé énergiquement l'Observatoire européen du Racisme et de la Xénophobie, qui a mis l'étude au placard." Ce qui est complètement dingue, c'est qu'ils ne voulaient pas poursuivre l'étude, parce qu'ils étaient effrayés à l'idée de froisser certaines susceptibilités musulmanes en Europe", a-t-il déclaré à la Radio israélienne. "C'est là une approche totalement folle et complètement erronée." Cohn-Bendit, en visite en Israël, a déclaré que la décision de mettre le rapport au placard était une "très très grosse erreur" et que son parti ne manquerait pas de soulever cette question au Parlement européen, dès qu'il en aura l'occasion.

Apparemment, Cohn-Bendit n'a pas peur de froisser la sensibilité musulmane, ni de causer une guerre civile. Qui s'en soucie ? La propagande anti-arabe et anti-musulmane se déverse à pleins tuyaux dans les médias contrôlés par les juifs, en Europe. Pendant que Cohn-Bendit s'adressait aux étudiants de l'Université Hébraïque, à l'autre bout de Jérusalem, Ariel Sharon donnait l'occasion d'une photo-souvenir au dirigeant fasciste italien en visite en Israël, Gianfranco Fini. Le message était on ne peut plus clair : droite ou gauche, Verts ou Fascistes, tout le monde est le bienvenu dès lors qu'il s'agit d'entrer dans l'alliance pro-sioniste contre l'Islam.

En Allemagne, après le remerciement de Karsli et la mort prématurée de Möllemann, de timides groupes pro-palestiniens eurent encore plus peur qu'avant. Ils sont en permanence attaqués par la gauche et par la droite bien-pensantes. Le malaise de la psyché nationale allemande est parfaitement illustré par l'ascension d'une "gauche" pro-israélienne et anti-allemande. Leur héros, c'est "Bombardier" Harris, ce criminel de guerre auteur de massacres à grande échelle, qui rasa au sol de grandes cités allemandes entières, tuant des millions de civils, durant la Seconde guerre mondiale. Leur amour est voué tout entier aux juifs. Mon amie Ingrid K. (les amis allemands des Palestiniens ne peuvent dévoiler leur identité dans les médias) m'a écrit :

"Les activistes soi-disant «antifascistes» du mouvement anti-allemand Antifa vouent un culte à Harris le Bombardier. C'est un groupe de malfrats, dont la principale activité consiste à se comporter en hyper-sionistes, et à agresser les militants de gauche. Ils ont réussi à diviser la gauche déjà extrêmement réduite, en Allemagne, en concentrant tout sur l'«antisemitismus» (On dirait que les Allemands cessent de penser, dès lors qu'il s'agit d'antisémitisme.) La gauche est tombée dans un triste état d'impuissance et de désorientation. Soutenir les Palestiniens représente une sorte de test en matière de courage politique, car quiconque le fait encourt le risque de se voir taxer d'antisémitisme".

L'Allemagne est un pays membre absolument indispensable à l'Europe. Avec la France, elle pourrait constituer une pierre d'achoppement pour les sionistes et les néoconservateurs. Son soutien est indispensable aux Palestiniens et aux Irakiens. Mais ce grand pays, patrie de Hegel et de Marx, de Beethoven et de Goethe, est malade, dès lors qu'il est représenté par des émules de Cohn-Bendit, un homme qui encourage l'affrontement entre les Allemands de naissance et les immigrés musulmans, qui fournit à Israël des armes de destruction massive qui lui permettront d'exercer à l'avenir un chantage envers l'Allemagne, qui est l'ami des ennemis américains et israéliens de la légalité internationale, qui veut faire taire la voix des pro-palestiniens, en Allemagne, au moyen de la diffamation à l'antisémitisme. Bref: un homme qui a préféré embrasser la cause juive, abandonnant celle qu'il soutenait naguère : la cause de la liberté et de l'égalité.

28 novembre 2003

FOULARTITUDE

## **Ce que cache le foulard**

**(de la mauvaise foi, du conformisme et de l'étrange évolution de l'intellectuel français sur la question immigrée)**

par **Alain Soral**

Sous l'Ancien Régime, la "mauvaise foi" désignait le non respect du dogme de l'Eglise, la mauvaise compréhension de l'ordre divin. Depuis l'avènement de la Raison et de sa classe sociale, la bourgeoisie, la mauvaise foi signifie désormais le refus de suivre la Raison quand celle-ci vous met en porte à faux et vous montre du doigt.

Le contraire de la mauvaise foi étant la bonne foi, que ce soit celle des Evangiles ou de l'honnête homme, la bonne foi m'impose de constater une certaine déraison quant à la question de l'anticommunautarisme actuellement en vogue.

Depuis les années 70 jusqu'au 21 avril 2002 (pour faire simple), le discours dominant, officiel, nous interdisait de nous plaindre des délinquants nord-africains sous prétexte qu'ils étaient jeunes (argument 68), qu'ils étaient différents (argument communautaro-différentialiste), qu'ils étaient pauvres (argument marxiste) et surtout que leur ressentiment légitime leur venait de l'odieuse colonisation française.

Si le bourgeois de l'ascendance a forcé l'admiration de l'Histoire pour son sens critique (Voltaire, Rousseau...), le bourgeois de la décadence peut se définir par son conformisme. Comme nous l'a amplement démontré Flaubert, il fait là où on lui dit de faire. Ainsi, en réponse à l'insupportable délinquance nord-africaine subie par le beauf depuis qu'il fut chassé des centres-villes, le bourgeois, pourtant responsable de son sort, le traitait invariablement de "facho" comme on le lui avait appris. "On" désignant plus précisément l'intellectuel français souvent issu d'une communauté très en pointe dans le secteur des idées depuis son émancipation des ghettos au dix-neuvième siècle, et plus encore sur le terrain du discours après la défaite nazie.

Or, chose étrange, depuis que le beur de banlieue n'aboie plus "sale français" mais "sale feuj" pour cause de solidarité "imaginaire" (comme dirait Alain Finkielkraut) avec les petits palestiniens de l'Intifada, ces mêmes intellectuels français (dont énumérer les patronymes friserait la faute de goût), eux qui nous avaient interdit de nous plaindre, eux qui exigeaient même que nous battions notre coulpe de vilains colons exploiters, nous intimement l'ordre, dans autant de médias à la botte, de châtier les vilains beurs, ni jeunes, ni différents, ni pauvres, ni victimes désormais; seulement machos et antisémites.

Message on ne peut plus clair : dans la République Française, être anti-français ce n'est rien, mais être anti-Israélien c'est impardonnable... surtout pour des intellectuels français qui ne manquent pas une occasion d'afficher leur soutien à ce champion contemporain du fascisme colonialiste et dont le chef vient d'être démocratiquement réélu haut la main, j'ai nommé l'Etat d'Israël du coolissime général Sharon !

Une bouc-émissairisation des Maghrébins de France qui s'est encore accrue depuis la chute de Bagdad, qu'on peut aussi comprendre comme la victoire des intérêts américano-israélites et la défaite des non-alignés, défenseurs des petits peuples et de la cause palestinienne...

Entre la seconde Intifada et l'épopée Chirac-Villepin, certains intellectuels non-affidés tels Thierry Ardisson, Patrick Buisson et moi-même, avaient osé relever la tête, mais comme les résistants eussent été sans doute moins nombreux après 43 si les Allemands avaient gagné à Stalingrad, depuis la victoire du cercle de la Bible et du Club de l'Armageddon, les candidats à l'héroïsme de la juste cause se font plus discrets, la soumission au puissant lobby et l'appel à la ratonnade atteignant des sommets.

Ainsi, le général BHL, si silencieux durant la campagne d'Irak (comme son coreligionnaire Cohn-Bendit qui préféra laisser son pote Romain Goupil aller finir de se griller en répétant sur Sadam les mêmes âneries indignées qu'il avait lui-même dégoisé sur Milosévic lors de la précédente campagne US au Kosovo), vient-il nous expliquer aujourd'hui, maintenant que le travail est fait, que l'Amérique s'est trompée de cible et, tel Beria, nous assener quinze jours durant sur les six chaînes les conclusions pakistanophobes de son "romanquète" (le nom précieux pour bidonnage), fruit d'un an de travail à Karachi entre deux publi-reportages à Marrakech, un week-end avec Arielle à la

Colombe d'Or, un séjour balnéaire aux Seychelles et autres soirées pipoles sponsorisées par quelques joailliers d'Amsterdam (voir *Gala, Paris-Match, Oh La ! et Voici*).

Un vaste plan de ratonnade mondiale, divisée par zones et par sexes, dans lequel Madame Fitoussi de *Elle* se voit chargée de sauver les filles réputées "ni putes, ni soumises" pour mieux stigmatiser les garçons; la rédactrice en chef oubliant d'un coup dix ans de complaisance envers le Franco-Antillais délinquant junkie néo-yéyé Didier Morveuil (dit Joey Starr), pour ne plus voir dans nos futurs artistes taggeurs-rappeurs de banlieue en d'autres temps encouragés par Jack Lang, que d'ignobles violeurs arabo-musulmans profanateurs de lieux de culte.

Tout ces jeunes mâles franco-maghrébins d'origine arabo-musulmane pouvant en effet, s'ils réchappent au piège du rap et du biz, comme à la colère d'un peuple qu'on excite à dessein, constituer demain la communauté des citoyens français la plus hostile à la mainmise de la communauté qui lui fait face ici comme en Palestine, et qui, telle le roi Hérode, essaie aujourd'hui de tuer la rébellion dans l'oeuf.

Pour m'opposer à la mauvaise foi comme le doit tout honnête homme, je profite donc de la tribune qui m'est offerte sur ce support minoritaire pour rappeler quelques faits têtus :

- Contrairement à ce que s'efforce de faire croire le magazine *Elle* aux ménagères, le foulard à l'école c'est entre 100 et 150 cas en France l'année dernière contre mille il y a dix ans. Un problème statistiquement marginal qui touche au demeurant des filles bien scolarisées et souvent en rupture avec leur environnement. Un environnement dévasté qui ne leur propose pas - contrairement à ce que feint de croire le champion du formalisme républicain Max Gallo (formalisme dénoncé en son temps par Georges Darien dans "La Belle France" et qui explique le parcours consternant d'un Jean-Pierre Chevènement aux dernières présidentielles) - qui ne leur propose pas, dis-je, l'alternative : "musulmane intégriste" ou "citoyenne" style Louise Michel, mais l'insoumission identitaire du foulard contre la pétasse à nombril percingué Britney Spears, en attendant de faire lofteuse ou actrice de Hard.

- Quant à Daniel Pearl, cet agent américain fut logiquement tué par des services secrets pakistanais qui savent, aussi bien que les nôtres (se rappeler l'assassinat du général Audran par Action Directe) instrumentaliser des terroristes pour leur faire exécuter des tâches délicates; comme l'aurait été à coup sûr BHL s'il avait mis deux pieds à Karachi.

Comme disait le maître es-manipulation Joseph Goebbels : "plus c'est gros plus ça marche", et c'est sans doute pourquoi Bernard-Henri Lévy - dont le pouvoir est exactement inverse à l'autorité - ne se cache même plus, lorsque auto-invité à une soirée thématique Arte sur la question pakistanaise, il s'exprime carrément en duplex de Tel Aviv !

Pour en revenir au conformisme bourgeois, prétexte à cette diatribe, n'y aura-t-il bientôt plus en France que Brigitte Bardot pour oser s'offusquer que certains malins envoient des immigrés transformer les églises, symbole de notre histoire chrétienne, en lieux d'aisance ? Ces mêmes malins qui, n'en doutons pas, n'hésiteront pas demain à retourner l'opinion agacée contre les sans-papiers, si d'aventure l'idée leur vient d'aller chier dans des synagogues !

<<http://alainsoral.free.fr/cadeau.htm>>

DJAZAÏR

## César, les islamistes et nous

Par François Burgat

En ces temps de fortes turbulences "islamiques", l'information que nous recevons du monde musulman se doit d'être aussi rigoureuse que possible. Ordonnant une longue série d'indices, un livre impressionnant nous confirme au-delà de toute attente ce qui n'a longtemps pu être dit que sur le registre du doute ou de l'hypothèse. Complétant une première série de témoignages remarquablement convergents, il nous permet de faire un pas important dans la connaissance d'un épisode particulièrement troublé de notre relation récente avec "l'Islam".

S'il fallait en effet désigner, par-delà l'électrochoc du 11 septembre, ceux des messages médiatiques qui, depuis dix années, ont le plus marqué le subconscient de nos compatriotes, français ou européens, dans leur relation à la religion musulmane, ce sont, sans grand risque d'erreur, les horreurs des "terroristes islamiques" de l'interminable



guerre civile algérienne que l'on retiendrait. Année après année, depuis l'annulation par la junte algérienne, en janvier 1992, des élections qu'elle venait de perdre, combien de milliers d'images de nos télévisions, de débats ou de tribunes, de brèves ou de caricatures, dans nos radios ou dans nos quotidiens, ne leur ont-elles pas été consacrés ? Quelle énergie n'avons-nous pas, légitimement, investie à dénoncer les responsables de l'élimination programmée des "intellectuels laïques" algériens, des assassinats successifs de nos concitoyens vivant en Algérie, du détournement spectaculaire de l'"Airbus d'Alger", des bombes aveugles du métro parisien, des crimes atroces dont furent victimes des religieuses ou des moines, des sportifs, des chanteurs, des écrivains, des artistes ? Combien de fois n'avons-nous pas été exaspérés par cette façon terrifiante -- c'est le cas de le dire -- dont chacun de nos repères humanistes était, un à un, impitoyablement touché par des tueurs maniaques qui signaient de surcroît leurs forfaits par des communiqués particulièrement provocants ? Que dire du sort de centaines de villageois, femmes et enfants sans défense, massacrés à l'arme blanche au fond de la nuit ?

A défaut d'y mettre un point final, *Chronique des années de sang*, de Mohamed Samraoui (Denoël, 2003), ex-haut responsable des services secrets de l'armée algérienne, vient de faire spectaculairement progresser la longue quête de savoir des proches des victimes et de l'opinion mondiale tout entière. Si essentielle cette vérité soit-elle aux neurones de tous les partenaires du monde musulman, ce livre a pourtant vu le jour dans un silence médiatique et politique aussi troublant qu'il est assourdissant. Hormis les officines imperturbables de la propagande algéroise, bien peu de titres et d'éditoriaux sont venus en souligner l'importance. Que dit-il donc qui soit si difficile à entendre ? Tout simplement que ceux qui veulent connaître les responsables, au premier chef, de la monstrueuse barbarie algérienne attribuée aux "intégristes", en ont désormais, plus que jamais par le passé, la possibilité. Il démontre de façon crédible que, depuis le début des années 1990, **le régime militaire algérien**, abrité derrière la façade pseudo-pluraliste issue d'élections massivement truquées, **a protégé méthodiquement**, au lieu de la combattre, **la frange extrémiste du courant islamiste** ; qu'il l'a systématiquement instrumentalisée pour enfin s'y **substituer** purement et simplement. Les atrocités de "Groupes islamiques armés", pilotés d'abord, **fabriqués ensuite, dans les officines des services secrets**, lui étaient indispensables: il s'agissait, aux yeux du monde, de criminaliser toute opposition légaliste pour déplacer sur le seul terrain sécuritaire un combat politique qu'il savait complètement perdu.

En Algérie, les intellectuels "laïques", traditionnellement hostiles aux islamistes, ne furent pas longs à convaincre -- de gré ou à force de voir assassiner les leurs "par les intégristes" --, de la nécessité de se faire les relais zélés de la rhétorique simplificatrice de la junte. En France et dans le monde, il fallait aux généraux prévenir toute réaction d'hostilité face à l'escamotage des urnes et à la partie émergée, déjà impressionnante, de l'iceberg de la répression "anti-intégriste". Pour ce faire, il fallait maintenir les cerveaux en état de véritable "tétanie". **Les services algériens firent preuve sur ce terrain d'une réelle virtuosité**. Certes, jamais les auteurs d'aucun des crimes intégristes n'ont pu être déférés devant une instance judiciaire indépendante pour y faire des aveux crédibles. Les plus médiatisés de **nos intellectuels** nous assénèrent néanmoins avec une étonnante assurance qu'il était "indécemment" de chercher une vérité autre qu'officielle, voire "obscène" de poser la question de la véritable responsabilité de cette spirale de la tuerie programmée. Bon nombre d'hommes politiques, de journalistes et d'intellectuels de renom prêtèrent (et, pour certains, continuent à prêter) un soutien inconditionnel à ce qui était une formidable entreprise d'intoxication. D'aucuns, croyant s'engager dans une lutte légitime contre l'obscurantisme, le firent par naïveté et méconnaissance. Chez d'autres, ce sont les cartes pétrolières que brandissent les généraux qui semblent avoir balayé réticences éthiques ou morales. Pour d'autres enfin, **la criminalisation** de celui qui utilise en politique le lexique de la culture musulmane, vite baptisé "intégriste", est un inépuisable **réservoir de dividendes**. Ici, elle permet d'exploiter les peurs et les sombres réflexes nationalistes, ailleurs, elle a la séduisante vertu de discréditer toute forme de résistance, si légitime soit-elle, à une occupation armée parfaitement illégale.

Que l'on ne se méprenne pas: Samraoui ne nie jamais l'existence d'une frange islamiste radicale maniant le langage dichotomique du rejet de l'autre, ni la réalité des crimes commis par cette marge-là. On ne trouve même pas chez lui de penchant ou de compréhension pour les thèses de la composante modérée du courant islamiste. Le souci de celui qui fut au coeur du dispositif le plus secret de l'armée est seulement de rétablir, dans leur aveuglante lumière, une série de données factuelles essentielles. Dès 1991,

avant même l'apparition des premiers "GIA", les leaders du Mouvement islamique armé (MIA), la plus ancienne des branches armées du courant islamiste, après avoir été dûment amnistiés à la demande des officines du pouvoir, se virent équipés par celles-ci de "véhicules de services" ! Selon un universitaire qui a étudié les discours du GIA, ces tracts étaient rédigés "dans une sorte de langue de bois religieuse qui n'a rien à envier à celle des groupes occidentaux marxisants de naguère". "Quelle perspicacité !", ironise Samraoui : "Les tracts du GIA [étaient en effet] rédigés par des officiers du DRS, dont les responsables ont été formés à Moscou, Prague ou Berlin avant la chute du mur". "Les premiers tracts islamistes appelant à la conquête du pouvoir par les armes, précise-t-il, sortaient en fait de la caserne Antar de Ben-Aknoun, siège du Centre principal des opérations (CPO)... Quant aux fameuses "listes noires" [des intellectuels à abattre] attribuées aux islamistes, elles avaient été élaborées au Centre Ghermoul, siège de la Direction du contre-espionnage (DCE). Ce sont les capitaines Omar Merabet, Saïd Lerari (dit Saoud) et Azzedine Aouis, qui ont rédigé ces tracts, que les éléments de la "section de protection" et les chauffeurs de la DCE glissaient dans les boîtes aux lettres des intéressés. "Depuis le début, tous les tristement célèbres" émirs du GIA "ne furent en fait que des épouvantails aux mains des services". Et ce n'est là qu'un échantillon des révélations d'un ouvrage qui devrait faire date. Si la frange extrémiste du paysage politique algérien avait en effet été traitée comme elle le méritait -- dans le respect du droit -- et la torture systématique épargnée aux voix et aux espoirs de l'opposition legaliste, si les médias de l'Occident n'avaient pas si systématiquement cautionné l'oppression silencieuse de toute une population, qui sait si l'immense colère qui s'exprime un peu partout dans le monde musulman, et qui continue à enfler, aurait la même emprise qu'elle a aujourd'hui sur toute une génération ? L'avenir de nos relations avec le monde musulman ne pourra se construire sur le mensonge. Si difficile qu'il soit de rendre aujourd'hui sa part de violence à "César" (et le cas échéant à nous-même), il est indispensable de le faire. Et d'y mettre la même ardeur médiatique que nous y avons mise lorsqu'il s'agissait de l'attribuer à "Dieu" ou à ses représentants auto-proclamés.

François Burgat, 10 décembre 2003.

*Une seule solution pour l'Algérie: pendre les militaires massacreurs avec les tripes des intellectuels éradicateurs !*

ANCIEN SINISTRE

### **Chevènement est un sioniste qui se révèle**

Un cri de colère. J'ai assisté hier soir, 10 décembre 2003, à une conférence du GAIC (groupe d'amitié islamo-chrétien) sur *L'Europe et le Monde Arabe* en deux parties : La première avec comme intervenants Jean Pierre Chevènement, ancien Ministre français de la défense, et Nassif Hitti, le président de la Ligue des Etats arabes. L'ex-ministre nous a fait un discours sur l'Europe judéo-chrétienne en regrettant les mouvements nationalistes arabes. Le président de L.E.A nous parlé de dialogue des cultures en regrettant une Europe qui risque de se replier par rapport au Monde Arabe, avec l'arrivée des pays européens de l'est plus pro-atlantique. Les deux ont été contents de la rencontre de Genève et nous ont fait des louanges de cette initiative. J'ai réussi à prendre la parole en faisant remarquer à Chevènement qu'il ne pouvait pas faire l'impasse de la présence musulmane en Europe depuis très longtemps dans les Balkans et au moins un siècle ailleurs. Il a dû le reconnaître. Je les ai interpellés tous les deux sur la réunion de Genève qui oublie les réfugiés qui vivent dans des camps depuis 1948 et qui ont le droit de retourner d'où ils sont partis. J.-P. Chevènement nous a fait un discours sur un Etat juif en Israël, nous a rappelé le drame des juifs et que, suite à ça, ils méritaient un Etat juif. c.à.d., si les Palestiniens retournent en Israël, il n'y aura plus d'Etat purement juif. Le représentant de la ligue arabe n'osait même pas protester. Il n'a fait que me regarder. J'ai encore posé une question sur ce futur gouvernement fantoche d'Irak laissant sur le bord de la route des milliers d'Irakiens. Là, Chevènement a semblé se réveiller un peu. Mais comme sioniste, en défendant la résistance irakienne et, en largant les Palestiniens, on ne fait pas mieux, il faudra absolument le boycotter dans les élections prochaines et futures.

La deuxième partie: Tarik Ramadan, très brillant a fait un superbe discours sur "la critique de soi qui est une critique de dignité." "Quand on parle de l'Europe on parle aussi de moi car je suis européen, je suis aussi de cette mémoire". Il était très brillant car étant à la place qui devrait lui revenir de droit: un intellectuel européen, et non à celle que voudraient lui faire jouer tous les médias... l'intellectuel musulman de service. Il mérite d'être mieux connu. Jean Louis Schleger nous a fait un discours sur les années lumières qui ont cassé la spiritualité en oubliant qu'elles ont aussi éteint ou cherché à éteindre les peuples d'Afrique, d'Océanie ou d'Orient. Je n'ai plus eu droit à la parole car une Algérienne éradicatrice de service a interpellé Tarik assez violemment. Il l'a bien mouchée, d'ailleurs, en lui demandant de faire part de ses récriminations anti-terroristes aux généraux algériens.

Ginette Hess Skandrani Paris 11 décembre 2003. Ce qui m'a surtout révoltée ce sont les paroles de ce souverainiste qui revendique la pureté d'un état, comme l'avait revendiqué les nazis. Il m'a empêché de dormir. Je l'avais un peu déstabilisé mais pas assez. ginette

*Elle a bien du courage cette ginette d'aller parler avec ces vieilles raclures du mitterandisme, des types qui sont capables de toutes les contorsions, et qui n'ont jamais rien refusé aux génocidaires sionistes...*

# NN

## COURRIER

En lisant l'article de James Petras dans la *Gazette* d'Octobre j'ai pensé à cette histoire de certifications kasher. C'est maintenant un affaire de millions de dollars et les organismes juifs qui certifient les aliments ne cessent d'augmenter le volume de leurs affaires. C'est plutôt bizarre étant donné le faible nombre de juifs et l'absence de demande pour des produits kasher de la part du public goy. Je suis sûr que la plupart des gens ignorent ce que sont les symboles kasher sur les étiquettes. Ce n'est pas un service gratuit, les rabbins demandent des milliers de dollars aux compagnies pour qu'elles affichent le sceau. Où va tout cet argent ? Que font ces organismes avec ces millions ? On peut présumer qu'une bonne partie va en Israël. On peut en savoir plus sur le sujet en suivant ces liens:

<<http://www.ukar.org/tax.shtml>>

Voir aussi

### **Majority of US Food Ingredients Now Kosher, Study Shows**

Anaheim, CA. Nearly two-thirds of the nation's \$500 billion in food ingredients is certified kosher, an IMC study showed. The study was released in advance of the IFT Show, the nation's largest food ingredient and technology show now taking place here. The nation's four largest kashrus agencies have booths at this huge show as does IMC, promoting its Kosher Food Ingredient Show, which is part of Kosherfest (November 5-6, 2002). Shaule Wassertheil, who is representing IMC here, said that "no food ingredient manufacturer can hope to sell to the large food manufactures if their products are not kosher certified."

<<http://www.koshertoday.com/weekly%20news%20archives/2002/061702.htm#3>>

*Ce racket porte sur des centaines de millions de dollars, pour rien du tout en échange. Pure extorsion.*

**@\*\*@\*\*@ Malades dans leur tête:** An Army spokesperson told Aljazeera.net that, as of 8 December 601 soldiers had been medically evacuated from Iraq for behavioural health reasons. Meanwhile, 42 soldiers have also been evacuated from Afghanistan for similar causes.

**@\*\*@\*\*@ Du bidon ! du gros bidon !**

According to the study by the Transactional Records Access Clearinghouse (TRAC), a nonpartisan research center at Syracuse University, of the 184 people convicted of terrorism over the last two years, 171 received either no prison time or less than one year in prison.

The median jail sentence for all those convicted on such charges was just **14 days**. For the most part, the light sentences reflect a lack of evidence linking the indicted individuals to actual terrorist acts or conspiracies to carry out such acts. In case after case, prosecutors have had to accept pleas on minor charges.

Bill Vann [Extract] 9 December 2003

World Socialist Web Site <<http://www.wsws.org>>[www.wsws.org](http://www.wsws.org)>

***Deux ans d'enquête, des milliers d'enquêteurs, des centaines de milliers de procès-verbaux. Résultat: néant, bidon, il n'y a pas de terroristes, il n'y a pas de terrorisme, c'est une pure lubie, une énorme arnaque purement patapolitique...***

**@\*\*@\*\*@ Intéressant entretien** avec Norman Finkelstein, December 4, 2003, By M. Junaid Alam  
<<http://www.counterpunch.org/alam12042003.html>>

**@\*\*@\*\*@ "Notre ami"** Israël Shamir publié en Suède, un pays où l'oligarchie au pouvoir est particulièrement servile envers le sionisme, et où on assassine les responsables politiques qui refusent de faire allégeance (Anna Lindh, et avant elle, le premier ministre, également "ami de Serge Thion", Olof Palme):  
*Blommor i Galiléen, Samlade essäer* (Fleurs de Galilée, essais choisis)

Israel Adam Shamir, författare och journalist, är en mycket kättersk dissident i dagens Israel.

Sedan den andra palestinska intifadans utbrott har han helt övergått till politiska reportage och opinionsbildning som väckt ständigt ökande intresse världen runt. Shamirs essäer ger prov på en ovanlig kombination av kunskaper om judiska, ryska och amerikanska förhållanden, sedda ur ett mycket personligt perspektiv. Han har blivit alltmer kritisk mot den judiska traditionen, särskilt i de avseenden där dagens apartheidliknande Israel kan ses som dess logiska kulmination. Han förordar tanken på "en medborgare, en röst, en stat", ett enat Israel/Palestina med lika rättigheter för alla. Han är för dialog, nedrivning av gränser och ömsesidig respekt.

Hans bitska polemik kommer väl till synes i den samling essäer från de tre senaste åren som här med hans tillåtelse publiceras på svenska.

<<http://www.alhambra.se/ram3.htm>>

**@\*\*@\*\*@ Bulletin Palestine** (fait à Toulouse, excellent)

Ce bulletin est mis en forme par un membre de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), qui fait partie du Collectif Palestine Solidarité 31.

Site national de l'AFPS:

<<http://www.france-palestine.org/>> Site toulousain de l'AFPS: <<http://www.toulouse-palestine.org/>> (les Bulletins sont archivés sur ce site).

Pour être informé des activités de l'AFPS, contacter M Jacques Gervet <[j.gervet@wanadoo.fr](mailto:j.gervet@wanadoo.fr)> Communiquez-moi des infos -- courtes! -- à inclure si vous le souhaitez. JPB - <[bouche@cict.fr](mailto:bouche@cict.fr)>

**@\*\*@\*\*@ 9-11 Research.** Nous avons déjà signalé ce site:

<<http://911research.wtc7.net/talks/towers/index.html>> Enorme travail.

Une adresse qui vaut une visite, voire plusieurs:

<<http://www.jp-petit.com/Divers/PENTAGATE/Pentagate1.htm>>

**@\*\*@\*\*@ Poll:** Almost half of Americans see Israel as threat, by The Associated Press

Almost half the American people believe Israel is a threat to world peace, according to a poll presented Wednesday by a Jewish group, but many more are concerned about North Korea, Iraq and Iran.

Israel, ranking it **number one**. The ADL poll showed that 43 percent of Americans believe Israel is a threat to world peace, placing it behind seven other countries. In last month's Eurobarometer poll, 59 percent of Europeans chose [...]

*Ha'aretz*, 18 décembre 2003.

**@\*\*@\*\*@ Le grand orientaliste** du XIXe siècle, traducteur célèbre des *Mille et une nuits*, du *Kamasutra*, et de beaucoup d'autres choses, le découvreur des sources du Nil, le génial polyglotte, voyageur et accessoirement diplomate de terrain Sir Richard Francis Burton, "his wanderlust, his obsessively observing eye, his grace and precision as a writer, and his astonishing fortitude" a un site que les amateurs doivent s'empresse de visiter:

<<http://www.isidore-of-seville.com/burton/4.html>>

Son ouvrage classique, *The Jew, the Gypsy and El Islam* se trouve en ligne:

<<http://www.jrbooksonline.com/jgei.htm>>

Le site <[www.jrbooksonline.com](http://www.jrbooksonline.com)>, signé JR (le méchant de *Dallas*) mais tenu par un vétéran révisionniste canadien, Marc Lemire, est riche de textes antisémites qui peuvent, à l'examen, se révéler fort intéressants. La seule façon de savoir ce que disent les antisémite est encore d'aller les lire...

**@\*\*@\*\*@ Toute vérité** n'est pas bonne à dire : Paris (AFP) - *La Croix* a licencié un journaliste, Alain Hertoghe, en raison de son livre *La guerre à outrances/Comment la presse nous a désinformés sur l'Irak*, publié mi-octobre, a-t-on appris mercredi.

Alain Hertoghe, 44 ans, analyse dans son ouvrage présenté par l'éditeur Calmann-Lévy comme un "pamphlet", la couverture par cinq quotidiens français (*La Croix*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et *Ouest-France*) des débuts de la guerre en Irak. Son étude et des entretiens avec des journalistes l'amènent à conclure à des "dérapages collectifs". "Quand l'arrogance journalistique s'additionne à l'arrogance française...", écrit-il. Bienvenue au club.

**@\*\*@\*\*@ Dictionnaire** (en anglais) de philosophie musulmane :

<<http://www.muslimphilosophy.com/pd/dmp.pdf>> Our Projects

\* E-Falsafa initiative, An Electronic Documentation Service (at your finger tips) of scholarly work in the field of Islamic philosophy. We have more than 1 (one) gigabyte of books in pdf format. A virtual library of seminal works on Islamic Philosophy at your finger tips free of charge.

o Article Archive, pdf copies of seminal articles in the field. See samples in our Ghazali site.

o Thesis Depository, you worked on it a long time and it is now collecting dust in some depository here is your chance to share it with the world. Send us a copy of your thesis today! Don't delay.

o Arabic works, including rare and hard to find out of print editions. See samples in our Avicenna site.

o Manuscript Service, digitized copies of rare manuscripts that are diamonds in the rough. See sample of the Maragha (University) manuscript. (pdf) courtesy of Dr. Pourjavady. This is the best service to humanity is to share these treasures with the world free of charge!

o E-text conversions of standard texts including original language editions, we both Arabic and English works in progress. See our progress so far.

o Finally, if you have your own site please link to us. [www.muslimphilosophy.com](http://www.muslimphilosophy.com)

<<http://www.muslimphilosophy.com/main.htm>>

**@\*\*@\*\*@ Fafiots.** L'article mentionné dans un de nos derniers numéro de Dédé Déninxxx sur le livre de Shamir a été repris. Par qui diantre ? Par un site ultrasioniste, qui s'en délecte et qui commente la lettre de Charbonnier citée par l'horrible DD:

" Note de la Rédaction d'upjf.org

[1] La plaisanterie sur la Ménora, qu'il faut éteindre en partant, n'est qu'une resucée maladroite et ignare d'une plaisanterie ISRAËLIENNE classique, qui circulait déjà dans les années 70, lorsque j'étais moi-même dans ce pays. Elle avait trait au phénomène dénommé, en hébreu, yeridah (litt. : descente = départ : par opposition à alyah, montée, ou immigration en Israël), dont l'ampleur relative inquiétait alors la société israélienne. La plaisanterie, censée être lancée par les yordim (ceux qui quittent le pays) s'énonçait ainsi : "Que le dernier à partir n'oublie pas d'éteindre la lumière !". Il est presque superflu de faire remarquer que la menorah n'est pas une lampe électrique, mais un objet de culte, sur lequel on place des bougies que l'on n'allume que lors de certaines fêtes religieuses. Et mieux vaut passer pieusement sur l'écorchement ridicule du mot "Tserfatit", qui se veut une transcription du terme hébreu pour la France (Tarfat), ou Tsarfati (Français) – 'tsarfatit' étant le mot hébreu pour la 'langue française' --, il témoigne de l'ignorance crasse de l'auteur, en ce domaine comme en d'autres, d'ailleurs. "

<<http://www.upjf.org/documents/showthread.php?threadid=5667>>

UPJF= Union des Patrons et des Professionnels Juifs de France. DD en belle compagnie. Bravo DD !

**@\*\*@\*\*@ Arguments pour une révocation. Former US attorney general Ramsey Clark's Articles of impeachment of Bush and Cheney**

Articles of Impeachment of President George W. Bush  
and Vice President Richard B. Cheney, Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld,  
and Attorney General John David Ashcroft

*The President, Vice President and all civil Officers of the United States, shall be removed from Office on Impeachment for, and Conviction of, Treason, Bribery, or other high Crimes and Misdemeanors. - - ARTICLE II, SECTION 4 OF THE CONSTITUTION OF THE UNITED STATES OF AMERICA*

President George W. Bush, Vice President Richard B. Cheney, Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld, and Attorney General John David Ashcroft have committed violations and subversions of the Constitution of the United States of America in an attempt to carry out with impunity crimes against peace and humanity and war crimes and deprivations of the civil rights of the people of the United States and other nations, by assuming powers of an imperial executive unaccountable to law and usurping powers of the Congress, the Judiciary and those reserved to the people of the United States, by the following acts:

1) Seizing power to wage wars of aggression in defiance of the U.S. Constitution, the U.N. Charter and the rule of law; carrying out a massive assault on and occupation of Iraq, a country that was not threatening the United States, resulting in the death and maiming of tens of thousands of Iraqis, and hundreds of U.S. G.I.s. Voir la suite :

<[http://www.votetoimpeach.org/articles\\_rc.htm](http://www.votetoimpeach.org/articles_rc.htm)>

**@\*\*@\*\*@ La CIA** donne sa version du coup d'Etat de 1953 en Iran, qui a renversé le gouvernement du Dr Mossadegh, au profit des pillards anglo-saxons: (ne prendre qu'avec des pincettes)

<<http://www.nytimes.com/library/world/mideast/041600iran-cia-intro.html>>

*Après, on s'étonne que les Iraniens ne soient pas à plat ventre devant les cow-boys.*

**@\*\*@\*\*@ Pour en savoir plus sur le très bon film d'Eyal Sivan et de Michel Kleifi "Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël",** rendez vous sur le site de Memento production,

<<http://www.memento-production.com>> et pour commander la K7 du film, sur

<<http://monsie.wanadoo.fr/memento/>>

**@\*\*@\*\*@ Excellent magazine** d'information critique sur la politique américaine, et l'un des plus anciens sur le web (depuis 1995):  
<<http://www.consortiumnews.com/>>

**@\*\*@\*\*@ Extraordinaire source** de documents déclassifiés sur la politique étrangère des USA, avec plusieurs centaines de milliers de page de documents. Manquent le Viêt-Nam et Israël. Mais, bien équipé, un bon spéléologue doit en remonter d'étonnantes pépites:  
<<http://nsarchive.chadwyck.com/introx.htm>>

**@\*\*@\*\*@ Colombin.** <<http://www.michaelmoore.com/>>

Vaut la visite. c'est un monument. Dernière production, *Dude, where's my country ?* "Hé mon gars, où est mon pays ?" Où l'on voit que l'Amérique n'est peut-être pas ce qu'on croit. En réalité, malgré les apparences, l'Amérique est de gauche, dit notre sympathique bucheron...

**@\*\*@\*\*@ Ils crèvent la dalle.** 40 percent of Israeli kids poor  
Two of every five Israeli children live in poverty, an Israeli non-profit group says. The National Council for the Child blamed the finding on increased unemployment and a battered economy. The poorest children come from large families. Percentages are higher among Israeli Arabs, the fervently Orthodox and recent immigrants, according to the council's annual report, published Wednesday. JTA 26 décembre 2003.

+++++

**WARNING ! US GOVERNMENT TOTALITARIANISM.** We're Sorry! Due to National Security concerns, we are unable to tell you if your Internet surfing habits, passwords and e-mail content are being monitored by federal agents; please act appropriately.

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL